

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1227

8 juin 2011

### SOMMAIRE

Aberdeen Global II .....	58854	Jager Financement S.A. ....	58857
Andalos S.A. - SPF .....	58894	Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l. ....	58873
Automotive Components Europe S.A. ...	58862	Laranaga Holding S.A. ....	58853
Bien S.A. ....	58894	LG Lux S.A. ....	58853
Biochar S.A. ....	58861	Luxat .....	58850
Blue Skye Management S.à r.l., S.C.S. ....	58866	McGraw-Hill European Holdings (Luxem- bourg) S.à r.l. ....	58896
Bois Champ Holding S.A. SPF .....	58863	Milton Holding S.A. SPF .....	58864
Chamelle S.A. ....	58851	MTE S.A. ....	58864
C.O.G.P.-SPF .....	58860	Pétrusse Participations S.A. ....	58865
Conforama Luxembourg .....	58894	Power-Ars .....	58850
Echt S.A. ....	58896	Prospector Offshore Drilling S.A. ....	58858
Edeno S.A. ....	58860	P. Traberson & Co. S.A. ....	58852
Européenne d'Hôtellerie S.A. ....	58858	REL (First) Investment S.A. ....	58854
Finprom Participations S.A. ....	58858	REL Lux S.A. ....	58857
F&S Investholding S.A. ....	58895	Sofidra S.A. ....	58851
Gedefina Holding S.A. ....	58851	Sofimo S.A. SPF .....	58864
Geovera Luxembourg I S.à r.l. ....	58887	Soparfi S.A. ....	58865
Gilux S.A. ....	58861	Topkins S.P.F. ....	58853
G-Six-G, SA SPF .....	58865	Triumterra S.A. ....	58850
Hestia Investments S. à r.l. ....	58873	Wintersport Investments Holding S.A. ...	58852
IGLS Invest S.A. SPF .....	58861		
Immobilière Orion S.A. ....	58852		
Interfab SPF, S.A. ....	58863		

**Power-Ars, Société Anonyme.**

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 128.166.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social, en date du *28 juin 2011* à 18 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2010.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011057590/1004/18.

---

**Luxat, Société Anonyme.**

Siège social: L-2546 Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo.

R.C.S. Luxembourg B 9.579.

Messieurs les Actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social de la société à Luxembourg, 5, rue C.M. Spoo, le vendredi *24 juin 2011* à 15.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'administration et du Commissaire aux comptes sur l'exercice clôturé au 31 décembre 2010;
2. Examen et approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010;
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux comptes;
4. Affectation des résultats;
5. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011072387/546/17.

---

**Triumterra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 102.071.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le *27 juin 2011* à 14.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Décision à prendre en vertu de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales
6. Divers.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011078960/833/19.

---

**Chamelle S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 65.069.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 24 juin 2011 à 16:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011073067/696/17.

---

**Gedefina Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.  
R.C.S. Luxembourg B 55.317.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 24 juin 2011 à 17:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats aux 31 décembre 2009 et 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011073069/696/17.

---

**Sofidra S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-8308 Capellen, 34-36, Parc d'Activités Capellen.  
R.C.S. Luxembourg B 73.723.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

reportée au 21 juin 2011 à 13:30 au 34-36, Parc d'Activités Capellen, L-8308 Capellen, Grand Duché de Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture et approbation des rapports de vérification du commissaire pour l'exercice se clôturant le 31 décembre 2010;
2. Présentation et approbation des comptes annuels statutaires et consolidés au 31 décembre 2010;
3. Affectation du résultat;
4. Décharge aux administrateurs et au commissaire;
5. Election statutaires;
6. Procuration générale pour l'émission de garanties par Sofidra S.A.;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011078068/581/20.

---

**P. Traberson & Co. S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 135.788.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *24 juin 2011* à 14:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011073071/696/17.

---

**Wintersport Investments Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1413 Luxembourg, 3, place Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 51.942.

Les Actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *24 juin 2011* à 15:00 heures au siège social à Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011073074/696/17.

---

**Immobilière Orion S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 93.725.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le *mardi 28 juin 2011* à 11.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du Rapport de gestion du Conseil d'Administration et du Rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires,
- Fixation des émoluments du Commissaire aux Comptes.

Pour assister ou être représentés à cette Assemblée, Mesdames, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011078956/755/18.

---

**Topkins S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 100.176.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 24 juin 2011 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011078959/1023/16.

---

**Laranaga Holding S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.  
R.C.S. Luxembourg B 46.132.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 24 juin 2011 à 14.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Nominations statutaires.
5. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011078958/1023/17.

---

**LG Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4830 Rodange, 3, route de Longwy.  
R.C.S. Luxembourg B 43.530.

Mesdames et Messieurs les Actionnaires de la société anonyme LG LUX SA, prédésignée, sont convoqués à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE  
de ladite société anonyme qui se tiendra exceptionnellement le jeudi 16 juin 2011 à 14 heures au siège social sis à  
L-4830 Rodange, 3 route de Longwy, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. rapport de gestion et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels au 31 décembre 2010
2. approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010
3. allocation du résultat pour la période s'achevant le 31 décembre 2010
4. quitus aux administrateurs
5. quitus au commissaire aux comptes
6. décision à prendre dans le cadre des dispositions de l'article 100 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales
7. pouvoirs à donner
8. questions diverses

Le Conseil d'Administration.

Référence de publication: 2011070833/7430/21.

---

**REL (First) Investment S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 129.471.

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE,  
TENUE DE MANIERE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social sis au no. 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, le 27 juin 2011 à 16.00 heures et qui comporte l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2010.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice 2010.
3. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31.12.2010 et affectation des résultats de l'exercice 2010.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de leur mandat pendant l'exercice clos au 31.12.2010.
5. Révocation et nomination de nouveaux administrateurs.
6. Révocation et nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes.
7. Transfert du siège social.
8. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011077405/24.

**Aberdeen Global II, Société d'Investissement à Capital Variable.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2B, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 136.363.

As the extraordinary general meeting of the shareholders of the Company that was convened on 23 May 2011 could not validly deliberate on the items on the agenda due to a lack of quorum, the Board of Directors of Aberdeen Global II (the "Company") would like to reconvene you to an

**EXTRAORDINARY GENERAL MEETING**

of shareholders (the "Meeting") to be held at the registered office of the Company on 24 June 2011 at 11.00 a.m. (Luxembourg time) with the following agenda:

*Agenda:*

*Sole Resolution:*

Approval of amendments of the articles of incorporation of the Company (the "Articles") as detailed below:

1. Amendment of Article 3 of the Articles:
  - to provide that, as from 1<sup>st</sup> July 2011, the Company will be subject to the new law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment implementing Directive 65/2009/EC (UCITS IV) rules into Luxembourg law (the "New Law") and replacing the law of 20 December 2002 on undertakings for collective investment; and
  - to clarify that the Company qualifies as an undertaking for collective investments in transferable securities so that Article 3 reads as follows:
 

"The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities, money market instruments and other permitted assets to an undertaking for collective investment under Part I of the law of 20 December 2002 relating to undertakings for collective investment, as amended (the "Law") (as from 1st July 2011, the reference to the "Law" shall be deemed to be a reference to the law of 17 December 2010 on undertakings for collective investment) with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolios.

The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by Part I of the Law.

The Company qualifies as an undertaking for collective investment in transferable securities ("UCITS")."
2. Amendment of Article 4 of the Articles to provide that, if permitted by and under the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the board of directors of the Company (the "Board") may transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg.
3. Amendment of Article 6 of the Articles, inter alia.;

- to remove all references and provisions relating to bearer shares as no such shares are in issue and to specify that only registered shares will be issued;
  - to remove all references and provisions relating to the possibility to obtain share certificates and to specify that shareholders will receive a confirmation of their shareholding;
  - to provide that each shareholder shall be responsible for ensuring that its details, including its address, for the register of shareholders are kept up to date; and
  - to remove the reference according to which any share fraction shall be no less than one thousandth of a share.
4. Deletion of the entire Article 7 of the Articles regarding share certificates due to the removal of all references and provisions relating to the possibility to obtain share certificates.
  5. Amendment of Article 8 of the Articles:
    - to insert the reference to "any applicable dilution levy" for the calculation of the redemption price in case of compulsory redemption under item (c)(2);
    - to remove the 5% limit of the contingent charge for the calculation of the redemption price; and
    - to insert the definition of "Connected Person" as contained in Article 16.
  6. Amendment of Article 10 of the Articles to allow the Board to decide to hold the annual general meeting of shareholders at another date, time or place than those set forth in the Articles to the extent permitted by Luxembourg laws and regulations.
  7. Amendment of Article 11 of the Articles, inter alia:
    - to specify that a shareholder may act at any meeting of shareholders by appointing another person as his proxy in writing or telefax message; and
    - to provide that where there is more than one Class or Fund and the resolution of the general meeting is such as to change the respective rights thereof, such resolution must, in order to be valid, be approved separately by shareholders of such Class or Fund in accordance with the quorum and majority requirements provided for by the current Article 11.
  8. Amendment of Article 12 of the Articles:
    - to clarify that convening notices for any shareholder meeting shall be sent in accordance with the rules laid down by Luxembourg law; and
    - to provide that a Record Date may be used to calculate the quorum and majority requirement applicable to general meetings of shareholders and to determine the rights of shareholders to participate and exercise their voting rights; and
    - to remove the provisions relating to bearer shares (publication requirements).
  9. Amendment of Article 13 of the Articles in order to clarify that additional directors may be appointed by the shareholders.
  10. Amendment of Articles 14 of the Articles:
    - to clarify the functioning of the Board; and
    - to provide that directors may not bind the Company by their individual acts, except as specifically permitted by resolution of the Board.
  11. Amendment of Article 16 of the Articles, inter alia,
    - to include Singapore and Brazil as countries which are acceptable for the Luxembourg supervisory authority for investing 100% of the net asset value of a Fund in transferable securities and money market instruments issued or guaranteed by these countries;
    - to provide that, as from 1st July 2011, the Company may create a master/feeder UCITS fund, convert any existing Fund into a master/feeder UCITS fund or change the master UCITS of any of its feeder UCITS funds, if permitted and in accordance with the Luxembourg laws and regulations;
    - to provide that a Fund of the Company may, in accordance with the provisions set forth in the sales documents, invest in one or more other Funds of the Company (cross fund investments) to the widest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations; and
    - to delete item (2).
  12. Amendment of Article 21 of the Articles:
    - to provide that in case of deferral of redemption the relevant shares shall be redeemed at the Share Price based on the Net Asset Value per share prevailing at the date on which the redemption is effected, less any redemption charge in respect thereof and/or less any applicable dilution levy and/or less any contingent deferred charge and/or less any other charge as foreseen by the sales documents of the Company;
    - to clarify that with the consent of, or upon request of the shareholders concerned directors may satisfy redemption requests in kind;
    - to specify that, as from 1<sup>st</sup> July 2011, the provisions of the New Law will be applicable to the mergers of UCITS and will replace the current provisions of the Articles regarding mergers; and
    - to provide that the Board may decide to consolidate or split any Share Class of any Fund and that the Board may submit the question of the consolidation of a Share Class to a meeting of holders of such Share Class which will resolve on the consolidation with a simple majority of the votes cast.
  13. Amendment of Article 22 of the Articles, inter alia,

- to foresee, subject to regulatory approval, that the net asset value of a Share Class may be calculated only once a month;
  - to add additional circumstances under point (e) where the Company may suspend the calculation of the net asset value in a given Fund or Share Class;
  - to include a new item (g) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of merger of the Company or Funds (if deemed to be necessary and in the best interest of shareholders);
  - to include a new item (h) providing for the possibility to suspend the calculation of the net asset value in case of a suspension of the calculation of the net asset value of one or several funds in which a Fund has invested a substantial portion of assets; and
  - to provide that the Board may make public any suspension of the calculation of the net asset value.
14. Amendment of Article 23 of the Articles:
- to provide that the Board may apply a dilution adjustment as disclosed in the offering documents of the Company;
  - to replace the reference to Section 758 of the Income Corporation Taxes Act 1988 by Regulation 72 of the Offshore Funds (Tax) Regulation 2009 in respect to equalisation arrangements which may be operated by the Board; and
  - to insert a new item (b) under section D. providing that for the purpose of valuation, shares of the Company in respect of which subscription has been accepted but payment has not yet been received shall be deemed to be existing as from the close of business on the Valuation Date on which they have been allotted and the price therefore, until received by the Company, shall be deemed a debt due to the Company.
15. Amendment of Article 25 of the Articles:
- to remove the 5 days limit for payments of the price of the shares and to replace it by a reference to the sales document; and
  - to provide that in case of a subscription in kind, the costs of the subscription will generally be borne by the shareholder requesting the subscription in kind or by any third party but not the Company (except in exceptional circumstances).
16. Amendment of Article 27 of the Articles
- to provide that shareholders shall in a special Fund meeting, upon proposal from the Directors and within the limits provided by Luxembourg law, determine how the results of the Company shall be disposed of and other distributions shall be effected and may from time to time declare, or authorise the Directors to declare distributions;
  - to specify that for any Fund or Share Class, the Board may decide to pay interim dividends in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law and that the annual general meeting shall ratify any interim dividends resolved by the Board;
  - to provide that the Board can decide that dividends be automatically reinvested unless shareholders entitled to receive cash distribution elect to receive payment thereof; and
  - to specify that no distribution shall be made if as a result thereof the capital of the Company becomes less than the minimum required by law.
17. Amendment of Article 28 of the Articles:
- to provide that the Company may enter into an administrative services agreement with a company licensed to provide the relevant services (the "Administrator"), whereunder the Administrator will carry out the administrative business of the Company; and
18. Amendment of Article 29 of the Articles:
- to provide that liquidation proceeds may be paid in cash or, with the consent of the shareholders, in kind;
  - to clarify that amounts deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg shall be forfeited in accordance with Luxembourg laws.
19. Amendment of the numbering of the current Articles 8 to 31 as a consequence of the deletion of Article 7.
20. General update of the Articles by amending, inter alia, articles 2, 3, 4, 5, 6, 7 (deletion), 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30 and 31.

The text of the proposed amendments to the articles of incorporation is available, free of charge, upon request, at the registered office of the Company.

#### ADDITIONAL EXPLANATIONS IN RELATION TO THE SPLIT/CONSOLIDATION OF SHARES OF ANY SHARE CLASS

The board of directors of the Company has given consideration to the opportunity to permit splits and consolidations of shares within class of shares of the Company by decision of the board of directors as detailed under item 12 last indent above.

Accordingly, the board of directors would like to draw your attention on the manner in which these share splits and consolidations may be carried out.

A consolidation of shares is an operation whereby the shares in issue in a class of shares are replaced by fewer new shares having a higher net asset value ("NAV").

A share split, on the contrary, entails the increase of the number of shares in a class in the same proportion than the NAV of such class of shares is divided.



In order to realise a share split and/or a consolidation of shares, the Board of Directors will take the NAV per share of a certain class of shares calculated at a certain valuation day as the reference NAV (the "Reference NAV"). The Reference NAV per share of such class of shares will then be either multiplied (i.e. consolidation of shares), or divided (i.e. share split).

The right of the board of directors to proceed to share splits or share consolidations will become effective 30 days following a positive decision of the shareholders on the proposed changes to the articles of incorporation. During this period, shareholders may request redemption of their shares free of charge.

#### VOTING

Shareholders are advised that no quorum will be required in order for the Meeting to validly deliberate on the agenda. The resolution will be adopted if approved by a majority of two thirds of the votes of those present and voting in person or by proxy.

#### VOTING ARRANGEMENTS

Proxy forms already received for the extraordinary general meeting held on 23 May 2011 remain valid unless expressly revoked.

Shareholders who are unable to attend the Meeting are kindly requested to exercise their voting rights by completing and returning the proxy card (attached as Appendix I) to Aberdeen Global Services S.A., by fax (+352 2643 3097), or by regular mail at the address mentioned above so as to be received no later than 12 noon (Luxembourg time) on 21 June 2011 for the Meeting. Submission of the proxy card will not preclude you from attending and voting at the Meeting in person if you so wish. Proxy cards may be obtained upon request at the aforementioned address.

*On Behalf of the Board of Directors.*

Référence de publication: 2011067500/175.

---

#### **REL Lux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2213 Luxembourg, 1, rue de Nassau.

R.C.S. Luxembourg B 129.472.

Les actionnaires sont priés d'assister à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE, TENUE DE MANIÈRE EXTRAORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social sis au no. 1, rue de Nassau, L-2213 Luxembourg, le 27 juin 2011 à 14.00 heures et qui comporte l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Présentation et approbation du rapport de gestion du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2010.
2. Présentation et approbation du rapport du Commissaire aux Comptes relatif à l'exercice 2010.
3. Approbation des comptes annuels de l'exercice clos au 31.12.2010 et affectation des résultats de l'exercice 2010.
4. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'accomplissement de leur mandat pendant l'exercice clos au 31.12.2010.
5. Révocation et nomination de nouveaux administrateurs.
6. Révocation et nomination d'un nouveau Commissaire aux Comptes.
7. Transfert du siège social.
8. Divers.

Les résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Ordinaire ne requièrent pas de quorum et seront adoptées si elles sont votées par la majorité des actionnaires présents ou représentés.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011077404/24.

---

#### **Jager Financement S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 99.502.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à

#### **l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui aura lieu le 24 juin 2011 à 15.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.

2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011078957/1023/16.

---

**Finprom Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 69.849.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 24 juin 2011 à 17.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011078955/1023/16.

---

**Européenne d'Hôtellerie S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 135.704.

Le Conseil d'Administration a l'honneur de convoquer Messieurs les actionnaires par le présent avis, à  
l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE  
qui aura lieu le 24 juin 2011 à 16.00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Approbation des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010, et affectation du résultat.
3. Décharge à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes pour l'exercice de leur mandat au 31 décembre 2010.
4. Divers.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

Référence de publication: 2011078954/1023/16.

---

**Prospector Offshore Drilling S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 153.772.

Following a decision of the Company's Board of Directors dated 27 April 2011, an

**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders (the "Meeting") of the Company will be held on 16 June 2011 at 14.00 a.m. (local time) at the offices of the Company, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg with the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of the stand-alone financial statements as of 31 December 2010, and the management report and the auditor's report for the period covered by these financial statements  
The board of directors proposes that the meeting approves the stand-alone financial statements as of 31 December 2010, and the management report and the auditor's report for the period covered by these financial statements.
2. Approval of the consolidated financial statements as of 31 December 2010  
The board of directors proposes that the meeting approves the consolidated financial statements as of 31 December 2010.
3. Allocation of the net result from the financial year ended on 31 December 2010

The board of directors proposes that the meeting fully carries forward the loss for the financial year ended on 31 December 2010, and amounting to one million eight hundred fifty-four thousand eight hundred twenty-four United States Dollars (USD 1,854,824).

4. Discharge of the directors of the company for the performance of their duties during the financial year ended on 31 December 2010

The board of directors proposes that the meeting discharges Mr. Cédric Carnoye, Mr. Hugo Froment, Mr. Steven Andrew Manz (resignation with effect on 14 December 2010), Mr. Tomas Norrby, Mr. Robert Quinn (resignation with effect on 23 November 2010), Mr. Robert William "Bill" Rose, and Mr. Geir Sandvik from their liability for the performance of their duties as director of the Company during the financial year ended on 31 December 2010.

5. Acknowledgement of the resignation of Cédric Carnoye from his position as director of the Company with effect on 16 June 2011, and discharge for the performance of his duties as director of the Company from 1<sup>st</sup> January 2011 until and including 16 June 2011

The board of directors proposes that the meeting acknowledges the resignation of Cédric Carnoye from his position as director of the Company with effect on 16 June 2011, and discharges Cédric Carnoye from his liability for the performance of his duties as director of the Company from 1<sup>st</sup> January 2011 until and including 16 June 2011.

6. Discharge of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as statutory auditor of the Company for the performance of its duties during the financial year ended on 31 December 2010

The board of directors proposes that the meeting discharges PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. from their liability for the performance of their duties as statutory auditor of the Company during the financial year ended on 31 December 2010.

7. Appointment of PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as independent auditor of the Company

The board of directors proposes that the meeting appoints PricewaterhouseCoopers S.à.r.l. as independent auditor of the Company from the date of this annual general meeting of shareholders, until the annual general meeting of shareholders that will be held in 2015.

8. Appointment of Koenraad Van der Haegen as director of the Company

The board of directors proposes that the meeting appoints Koenraad Van der Haegen as director of the Company with effect from the date of this annual general meeting of shareholders, until the annual general meeting of shareholders that will be held in 2015.

The board of directors of the Company will following appointment of Mr. Van der Haegen comprise:

- Mr. Geir Sandvik, Chairman
- Mr. Tomas Norrby
- Mr. Robert William "Bill" Rose
- Mr. Hugo Froment
- Mr. Koenraad Van der Haegen

9. Remuneration of the directors of the Company

The board of directors proposes that the meeting approves the following rules for the annual directors' fees:

- Directors' fees amount to EUR 60,000 for the chairman of the board of directors, and EUR 40,000 for each other directors.
- The participation to committees of the board of directors entitles to additional fees as follows: the chairman of a committee is entitled to additional EUR 12,500. Members of a committee other than the chairman of such committee are entitled to receive additional EUR 7,500 each.
- The above directors' fees are paid to the directors net of Luxembourg withholding tax.
- Directors' fees are payable either the equivalent of USD, NOK or GBP at the average quarterly exchange rate, and at the request of each director.
- The above rules are applicable to directors' fees payable in connection with the accounting year ending on 31 December 2011 and following accounting years.
- Other conditions of the payment of the directors' fees are to be determined by the board of directors.

The Meeting shall be conducted in conformity with the voting requirements of the Luxembourg law on commercial companies dated 10 August 1915 as amended and the Company's articles of association.

The board of directors of the Company has determined that Shareholders of record at the close of business on 26 May 2011 at noon (12.00 Central European Time) will be entitled to vote at the aforesaid Meeting and any adjournments thereof.

On the date of the present convening notice the Company has issued 56,295,000 (fifty-six million two hundred ninety-five thousand) shares having each a voting right.

#### *Voting Recommendation*

The Board of Directors of the Company unanimously recommends that shareholders vote in favour of the resolutions which will be proposed and considered at the Meeting.

#### *Action Required by the Shareholders*

The following documents are available at the registered office of the Company and on the website of the Company (<http://prospectoroffshoredrilling.com/>):

- (i) draft of the shareholders resolutions to be taken during the Meeting;
- (ii) the stand-alone financial statements of the Company for the financial year ended on 31 December 2010, and the management report and the auditor's report for the period covered by these financial statements; and
- (iii) the consolidated financial statements of the Company for the financial year ended on 31 December 2010.

An attendance list will be established at the Meeting recording the shareholder(s) of the Company. To be recorded in such a list, a natural or a legal person will have to prove his/her/its quality of shareholder of the Company. In case of a natural person he/she will have to prove his/her identity. In case of a legal person, its representative will have to prove that he/she is a duly authorized representative empowered to bind the legal person.

*Further Information*

If you require further information or clarification on the above, please contact Mr. Steve Manz, Chief Financial Officer at [smanz@podrilling.com](mailto:smanz@podrilling.com).

*For and on behalf of the Board of Directors of the Company*

Hugo Froment

Director

Référence de publication: 2011072367/93.

---

**Edeno S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 108.816.

---

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra le mercredi 29 juin 2011 à 10.00 heures au siège social avec pour

*Ordre du jour:*

- Lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport du commissaire aux comptes,
- Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation des Résultats,
- Quitus à donner aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes,
- Nominations statutaires.
- Fixation des émoluments du commissaire aux comptes.

Pour assister ou être représentés à cette assemblée, Mesdames et Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs titres cinq jours francs avant l'Assemblée au siège social.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011078953/755/18.

---

**C.O.G.P.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 63.582.

---

Les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège social 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, le 27 juin 2011 à 11.00 heures, pour délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

*Ordre du jour:*

1. Présentation des comptes annuels, du rapport du conseil d'administration et du rapport du commissaire aux comptes pour l'exercice clos au 31 décembre 2010,
2. Approbation des comptes annuels au 31 décembre 2010 et affectation du résultat,
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes,
4. Nominations statutaires,
5. Divers.

*Le Conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011078952/833/18.

---

**Biochar S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.  
R.C.S. Luxembourg B 152.006.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des actionnaires qui aura lieu le *lundi, 27 juin 2011* à 16.00 heures au 2, rue du Fort Wallis à L-2714 Luxembourg, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapport du conseil d'administration et du commissaire concernant les comptes au 31 décembre 2010.
2. Approbation du bilan et des comptes de profits et pertes au 31 décembre 2010.
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire.

Pour prendre part à cette assemblée, Messieurs les actionnaires sont priés de déposer leurs actions au porteur le *lundi, 20 juin 2011* entre 9 et 12 heures au siège social 2, rue du Fort Wallis à Luxembourg.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011076721/17.

---

**Gilux S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 95, Hauptstrooss.  
R.C.S. Luxembourg B 91.771.

Mesdames et Messieurs les actionnaires sont invités à assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ANNUELLE**

qui se tiendra au siège social, le *28 juin 2011* à 10.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010;
2. Lecture du rapport du Conseil d'Administration concernant l'exercice social 2010;
3. Lecture du rapport du Commissaire concernant les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010;
4. Approbation des comptes annuels;
5. Affectation du résultat;
6. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire;
7. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011073075/667/18.

---

**IGLS Invest S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 49, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 65.743.

Messieurs les actionnaires sont priés d'assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

des actionnaires qui se tiendra le *16 juin 2011* à 10.00 heures au siège social à Luxembourg pour délibérer de l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes
2. Approbation des bilan, compte de pertes et profits et affectation des résultats au 31.12.2010
3. Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Délibération et décision sur la dissolution éventuelle de la société conformément à l'article 100 de la loi du 10 août 1915
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011075210/788/18.

---

**Automotive Components Europe S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1150 Luxembourg, 82, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 118.130.

The shareholders of AUTOMOTIVE COMPONENTS EUROPE S.A. (the "Company") are invited to attend the  
**ANNUAL GENERAL MEETING**

of Shareholders to be held on Tuesday 21 June 2011 at the registered office of the Company at 11am Central European Time (the "Meeting") for the purpose of considering and voting upon the following agenda:

*Agenda:*

1. Approval of (i) the report of the board of directors of the Company on the annual and consolidated accounts for the 2010 financial year; (ii) the report of the independent auditor on the annual accounts and consolidated accounts for the 2010 financial year and (iii) the report of the statutory auditor on the annual accounts for the 2010 financial year.
2. Approval of the annual accounts for the 2010 financial year.
3. Approval of the consolidated financial statements for the 2010 financial year.
4. Approval of the allocation of results.
5. Approval of the discharge of the directors of the Company.
6. Approval of the discharge of the statutory auditor of the Company for the 2009 and 2010 financial years.
7. Approval of the re-appointment of Deloitte SA as independent auditor of the Company to audit the consolidated and stand alone accounts of the Company, its mandate to expire at the annual general meeting of shareholders to approve the accounts of the Company for the year ended December 31, 2011.
8. Approval of the distribution of dividends against share premium.
9. Miscellaneous.
10. Closing

**VOTING**

The Meeting will validly deliberate on the resolutions related to all items on the agenda regardless of the number of shareholders present and of the number of shares represented. Resolutions related to all items on the agenda will be adopted by a simple majority of the votes validly cast by the shareholders present or represented.

Each share is entitled to one vote.

**VOTING ARRANGEMENTS**

Shareholders holding their shares through the clearing and settlement system of National Depository for Securities who wish to take part in the Meeting need to arrange with their respective financial intermediary (brokerage house or custodian bank) holding the shares on their accounts for obtaining the certificate confirming the blocking of such shares (the "Blocking Certificate" or "Certificate"). The duly completed and signed Blocking Certificate, conforming with the requirements below, needs to be delivered or sent directly to the registered office of the Company or to the registered office of EBCC sp. z.o.o. Wroclaw 54-215, Bystrzycka 39 (referred to as the "Agent") to arrive no later than June 15, 2011 at 11.59pm CET.

The Blocking Certificate must clearly indicate the precise identity of the shareholder, the number of shares being blocked, the date of issuance of the Blocking Certificate and a statement that the shares are registered in the local bank's or broker's records in the shareholder's name and shall be blocked until the later of the following dates: June 21, 2011 (inclusive) or any later date of the Meeting in case of any adjournment thereof. For the avoidance of doubt, the Blocking Certificate must not contain a statement that it does not confirm the shareholder's right to participate in the Annual Shareholders Meeting (nor any statement to similar effect).

Please note that any shareholder required to deliver a Certificate as indicated below and whose Certificate has not been received by June 15, 2011 shall not be eligible to participate in the Meeting. Subject to delivery of the Certificate, shareholders may participate and vote in the Meeting in person, by proxy or by correspondence.

- Shareholders who wish to attend the Meeting in person are invited to announce their intention to participate at the Meeting by returning the duly completed and signed attendance and proxy forms (to be downloaded from the Company website [www.acegroup.lu](http://www.acegroup.lu) or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), together, where relevant, with the Certificate to the registered office of the Company or to the Agent, to arrive no later than June 15, 2011 at 11.59pm CET.

- Shareholders who are unable to attend the Meeting in person and wish to give a voting instruction to a third party or to the chairman of the Meeting, are invited to return the duly completed and signed attendance and proxy forms (to be downloaded from the Company website [www.acegroup.lu](http://www.acegroup.lu) or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), indicating the name of the proxy together with the Certificate, to the registered office of the Company or to the Agent, to arrive no later than June 15, 2011 at 11.59pm CET.

A person appointed as proxy need not be a holder of shares of the Company. Lodging of a proxy form will not prevent a shareholder from attending the Meeting if he decides to do so.

- Shareholders who are unable to attend the Meeting in person or by proxy, are invited to return the duly completed and signed correspondence voting forms (to be downloaded from the Company website [www.acegroup.lu](http://www.acegroup.lu) or to be obtained directly from the registered office of the Company upon request), together with the Certificate to the registered office of the Company or to the Agent to arrive no later than June 15, 2011 at 11.59pm CET.

#### MISCELLANEOUS

- The attendance and proxy forms together with the text of the proposed resolutions to be adopted at the Meeting and the documents required by Article 73 of the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, are at the disposal of the shareholders of the Company on the Company website [www.acegroup.lu](http://www.acegroup.lu) or at the registered office of the Company upon request.

- The correspondence voting forms are at the disposal of the shareholders of the Company on the Company website [www.acegroup.lu](http://www.acegroup.lu) or at the registered office of the Company upon request.

May 30, 2011.

THE BOARD OF DIRECTORS.

Automotive Components Europe SA  
82, route d'Arlon  
L-1150 Luxembourg  
Luxembourg  
Attn: Liliana de Feudis  
Email: [l.defeudis@fibetrust.lu](mailto:l.defeudis@fibetrust.lu)  
Tel: +352 26 37 71-1  
Fax: +352 26 37 71 50

EBCC Sp.Z.o.o.  
54-215 Wroclaw  
ul. Bystrzycka 89  
Poland  
Attn: Artur Wojciechowski  
Email: [artur.wojciechowski@ebcc.pl](mailto:artur.wojciechowski@ebcc.pl)  
Tel: +48 71 7846101  
Fax: +48 71 351 18 90

Référence de publication: 2011073783/275/80.

#### **Bois Champ Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 33.411.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

#### l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

qui se tiendra en date du *17 juin 2011* à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

#### *Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011074510/506/16.

#### **Interfab SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 29.278.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

#### l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE

qui se tiendra le *17 juin 2011* à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

#### *Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011074519/795/15.



**MTE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 144.801.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le 17 juin 2011 à 14:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers.

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011074521/795/15.

---

**Sofimo S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.  
R.C.S. Luxembourg B 31.023.

Les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra au siège de la société à L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers, en date du vendredi, 17 juin 2011, à 11.00 heures, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Examen et approbation des rapports du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes sur l'exercice 2010.
2. Examen et approbation du bilan et du compte de Profits et Pertes au 31 décembre 2010 et décision relative à l'affectation des résultats de l'exercice 2010.
3. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire aux comptes
4. Décharge à donner aux administrateurs de ne pas avoir tenue l'Assemblée Générale Ordinaire au jour fixé par les statuts
5. Elections statutaires
6. Divers

Pour assister à cette assemblée, les Actionnaires sont priés de déposer leurs titres au siège social cinq jours avant l'assemblée.

Référence de publication: 2011075215/7759/22.

---

**Milton Holding S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 29.103.

Messieurs les Actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

qui se tiendra en date du 17 juin 2011 à 11.00 heures au siège social avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Lecture du rapport de gestion et du rapport du commissaire aux comptes
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge au conseil d'administration et au commissaire aux comptes
4. Nominations statutaires
5. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011074522/506/16.

---



**Pétrusse Participations S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 54.256.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE STATUTAIRE**

qui aura lieu le *17 juin 2011* à 11:00 heures au siège social, avec l'ordre du jour suivant :

*Ordre du jour:*

1. Rapport de gestion du Conseil d'Administration et rapport du Commissaire
2. Approbation des comptes annuels et affectation des résultats au 31 décembre 2010
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire
4. Divers

*Le Conseil d'Administration.*

Référence de publication: 2011074525/795/15.

---

**G-Six-G, SA SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-9647 Doncols, 36, Bohey.

R.C.S. Luxembourg B 92.087.

Messieurs les actionnaires sont priés de bien vouloir assister à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

Qui se tiendra au siège social en date du *16 juin 2011* à 14 heures 30, avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Discussion et approbation des comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2010 et du compte de résultats.
2. Discussion et approbation du rapport du Commissaire.
3. Octroi de la décharge, telle que requise par la loi, aux Administrateurs et au Commissaire pour les fonctions exercées par ceux-ci dans la société durant l'exercice social qui s'est terminé le 31 décembre 2010.
4. Décision de l'affectation du résultat réalisé au cours de l'exercice écoulé.
5. Le cas échéant, décision conformément à l'article 100 des LCSC.
6. Divers.

*Le conseil d'administration.*

Référence de publication: 2011075964/1004/18.

---

**Soparfi S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller.

R.C.S. Luxembourg B 106.497.

Les actionnaires sont convoqués par le présent avis à

**l'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

des Actionnaires qui aura lieu le *15 juin 2011* à 17 heures au siège social de la Société, 3-7, rue Schiller à Luxembourg avec l'ordre du jour suivant:

*Ordre du jour:*

1. Rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux comptes.
2. Approbation du bilan et du compte de profits et pertes au 31 décembre 2010 - affectation du résultat.
3. Décharge aux Administrateurs et au Commissaire pour l'exercice écoulé.
4. Divers

*Pour le Conseil d'Administration*

F. Bracke

*Administrateur-délégué*

Référence de publication: 2011075981/18.

---

**Blue Skye Management S.à r.l., S.C.S., Société en Commandite simple.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 159.555.

---

**STATUTES**

In the year two thousand and eleven, on the sixteenth of March.

Before Us, Maître Blanche MOUTRIER, notary residing in Esch-sur-Alzette.

There appeared:

1) Blue Skye Management S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, here represented by Renata Jokubauskaite, attorney-in-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 15, 2011; and

2) Blue Skye Capital S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, with registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, in the process of being registered with the Luxembourg Register of Trade and Companies, here represented by Renata Jokubauskaite, attorney-in-law, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on March 15, 2011.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder acting on behalf of the appearing parties and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed together with it with the registration authorities.

The appearing parties, represented as stated here above, have requested the undersigned notary to state as follows the articles of association governing a limited partnership (société en commandite simple), which is hereby created.

**Chapter I. - Name - Duration - Registered office - Object**

**Art. 1. Name.** There exists among Blue Skye Management S.à r.l., being the unlimited partner (gérant commandité) (the "General Partner") and Blue Skye Capital S.à r.l., being the limited partner (associé commanditaire) (the "Limited Partner") and all those persons or entities who may become partners in the future, a limited partnership (société en commandite simple) under the name of Blue Skye Management S.à r.l., S.C.S. (the "Partnership"), governed by the present articles of association (the "Articles") and the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, in particular the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "Law").

**Art. 2. Duration.** The Partnership is formed for an unlimited duration.

The life of the Partnership does not come to an end by the resignation, the dissolution, the bankruptcy, the insolvency or any other similar event affecting the General Partner or the Limited Partner(s).

**Art. 3. Registered office.** The registered office of the Partnership is established in the city of Luxembourg. The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg or any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a decision of the General Partner.

If extraordinary political or economic events occur or are imminent, which might interfere with the normal activity at the registered office, or with easy communication between this office and abroad, the registered office may be declared to have been transferred abroad provisionally until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such decision, however, shall have no effect on the nationality of the Partnership. Such declaration of the transfer of the registered office shall be made and brought to the attention of third parties by the General Partner.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a decision of the General Partner.

**Art. 4. Object.** The Partnership may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations in any enterprise in whatever form and the ownership, administration, management, control and development of its portfolio. The Partnership may directly or indirectly invest in securities, other financial instruments and certain tangible assets including but not limited to capital stock; shares of beneficial interest; partnership interests and similar financial instruments; real estate; interests in real estate and real estate related assets; real estate leases; bonds, notes and debentures (whether subordinated, convertible or otherwise); interest rate, currency, commodity, equity and other derivative products, including, without limitation, (i) futures contracts (and options thereon) relating to stock indices, currencies government securities, other financial instruments and all other commodities, (ii) contracts for differences; swaps, options, warrants, caps, collars, floors and forward rate agreements, (iii) spot and forward currency transactions and (iv) agreements relating to or securing such transactions; asset backed securities (including residual interests therein); exchange traded and over-the-counter derivatives; structures notes; other hybrid securities or instruments; equipment; equipment leases; lease certificates; equipment trust certificates; loans of all types, including loan originations and secondary purchases; debt-in-possession financing; consumer loans; credit paper; accounts and notes receivable and payable held by trade or other creditors; trade acceptances; royalty interests; contract and other claims; executory contracts; liens, including mechanics liens and tax liens; participations; insurance policies; mutual funds; money market funds; obli-

gations of governments and instrumentalities of any of them; commercial paper; certificates of deposit; bankers' acceptances; choses in action; judgments; trust receipts; any other tangible assets of an entity; and any other obligations and instruments or evidences of indebtedness of whatever kind or nature; in each case, of any person, corporation, government or other entity whatsoever, whether or not publicly traded or readily marketable.

In particular, the Partnership may use its funds to establish, manage, develop and dispose of its assets as they may be composed from time to time and namely, but not limited to, its portfolio of securities of whatever origin, to participate in the creation, development and control of any enterprise, to acquire, by way of purchase, investment, subscription, underwriting or option, securities and any intellectual property rights, to realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise, and to receive or grant licenses on intellectual property rights.

The Partnership may borrow in any form and proceed to the private issue of bonds, notes, securities, debentures and certificates, whether convertible or not in units of the Partnership, provided that they are issued in registered form only. The Partnership may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Partnership may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over some of its assets.

The Partnership may also carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect of real estate or moveable property, which the Partnership may deem useful to the accomplishment of its purposes.

## Chapter II. - Liability - Capital - Units

**Art. 5. Liabilities.** The General Partner is liable with the Partnership for all liabilities, which cannot be covered by the assets of the Partnership.

The General Partner is not however bound to reimburse the Limited Partner(s) for its/their amounts paid in for their units.

The Limited Partner(s) is/are only liable in proportion to their holdings, and have no liability other than for amounts not paid up on their commitment to contribute to the Partnership.

### Art. 6. Capital - Units.

The subscribed capital of the Partnership is set at five hundred and two Euro (502.- EUR) represented by five hundred and two (502) units of one Euro (1.- EUR) each, of which one (1) unit is held by the General Partner (the "Unit of the General Partner"), and five hundred and one (501) units are held by the Limited Partner (the "Units of the Limited Partner", and together with the Unit of the General Partner, the "Units"). All the Units are fully paid up.

Payments on the Units not fully paid up at the time of subscription may be made at the time and upon conditions, which the General Partner shall from time to time determine. Any amount called up on the Units will be charged equally on all outstanding Units, which are not fully paid up.

### Art. 7. Form of Units - Partners' Register.

Units are and will remain in registered form. All the Units issued will be registered in a unit register that will be held by the Partnership. This register shall mention the name of each owner of the Units, his/her/its real or elected domicile and the number of Units that he/she/its holds, divided between the different categories and the paid up amount in respect of these Units.

Each transfer of the Units will be included on this register and each inscription will be signed by the General Partner.

The Partnership is entitled to consider the person named in the unit register as the owner of the Units.

In the case an owner does not provide an address where notices and information from the Partnership can be sent, this will be mentioned in the unit register and the address of this owner of the Units will be deemed to be at the registered office of the Partnership or any other address that may be mentioned in the register until the so-called owner provides another address to the Partnership.

### Art. 8. Transfer of Units.

The Units are freely transferable among the partners. Neither the General Partner nor the Limited Partner(s) may sell, assign, transfer, exchange, lease, mortgage, charge, hypothecate, pledge or otherwise convey or encumber, voluntarily all or any portion of such partner's interest in the Partnership to a third party unless it is unanimously approved in writing by all partners.

The transfer of the Units is only valid if the procedures required by Article 1690 of the Luxembourg Civil Code are complied with and, in case of the withdrawal by the General Partner, after amendment of the Articles.

### Art. 9. Powers and Voting Rights.

Each Unit entitles to one (1) vote at the general meetings of partners. Each partner may appoint any person or entity as its attorney pursuant to a proxy given by letter, telegram, telex, telefax or e-mail, to represent it at a general meeting of partners.

## Chapter III. - Management

**Art. 10. Management.** The Partnership shall be managed by Blue Skye Management S.à r.l. in its capacity of the General Partner.

The General Partner may be revoked for legitimate reasons only by the unanimity of the partners including the favorable vote of the General Partner.

The General Partner may resign at any time from his functions of General Partner by giving a written notice to all the partners of the Partnership. A general meeting of partners shall be held within ten (10) days following the receipt of such resignation notice in order to elect its successor.

In the case of revocation or resignation, the Unit of the General Partner shall be transferred to its successor at a price representing the market value, unless otherwise agreed between the General Partner and its successor.

**Art. 11. Powers of the General Partner.** The General Partner shall be solely responsible for managing the activities of the Partnership and is vested with the broadest powers to carry out and approve all acts of administration and disposition and any operations consistent with the Partnership's object on behalf of the Partnership.

**Art. 12. Limited Partner(s).** The Limited Partner(s) shall take no part in the management or control of the business affairs of the Partnership, and shall have no right or authority to act for the Partnership or to take any part in or in anyway to interfere in the management of the Partnership or to vote on matters relating to the Partnership, other than as provided in the Articles.

The General Partner will report on the management of the Partnership to the Limited Partner(s) at the annual general meeting of partners. At such meeting, the Limited Partner(s) may question the General Partner on the management of the Partnership.

**Art. 13. Delegation of Powers.** The General Partner may at any time appoint one or several ad hoc agent(s) to perform specific tasks. The General Partner shall determine the powers and remuneration (if any) of such agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant condition of the agency. The agent(s) so appointed is/are in any case revocable ad nutum (without having to state a reason) by a decision of the General Partner.

The appointment of agent(s) pursuant to the procedure above shall have no effect on the unlimited liability of the General Partner.

The Limited Partner(s) shall have no authority or power to act as agent in the name and on behalf of the Partnership or the General Partner of the Partnership.

**Art. 14. Representation.** The Partnership shall be bound by the sole signature of the General Partner, or by the single or joint signatures of any person to whom the power to sign on behalf of the Partnership has been validly delegated by the General Partner in accordance with article 13 of these Articles.

**Art. 15. Expenses of the General Partner.** The Partnership shall pay or reimburse the General Partner for all the expenses properly incurred in relation to the administration and business of the Partnership including, without limitation, third party expenses of the General Partner incurred in relation to its constitution, its administration or the operation of the Partnership, the fees and expenses of any operator or administrator, all legal fees, auditors' and valuers' fees, litigation costs, collecting or paying agent or nominee of the Partnership assets and/or income, external consultants' fees, audit expenses, bank charges, borrowing costs, hedging costs and costs and disbursements incurred to third parties (including all stamp duties and professional fees) and of identifying, evaluating, negotiating, acquiring, holding, monitoring, protecting and disposing of any investment, and insurance premium for director and officer insurance at the level of the Partnership or any of its subsidiary undertakings.

#### Chapter IV. - General meeting of partners

**Art. 16. Place.** An annual general meeting of partners approving the financial statements shall be held annually within six (6) months after the close of the accounting year at the registered office of the Partnership or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting.

Other meeting of partners may be held in such a place and time as may be specified in the respective convening notices.

**Art. 17. Meetings.** The general meetings of partners may be convened by the General Partner by way of a notice fixing the agenda and the date of the meeting and sent within a reasonable time by ordinary letter, email or fax to each of the partners.

The accidental omission to give notice of a meeting to, or the non-receipt of a notice of a meeting by, any partner shall not invalidate per se the proceedings at the meeting.

If all the partners are present or represented at a meeting of partners and if they state they have been informed of the agenda of the meeting, they may waive all convening requirements and formalities.

**Art. 18. Majority.** The general meeting of partners shall not validly deliberate unless at least one half of the subscribed capital including the General Partner are present or represented.

The resolutions at any general meetings of partners shall be passed validly by a simple majority of partners present or represented at such meeting including the affirmative vote of the General Partner.

## Chapter V. - Business year - Allocation of profits

**Art. 19. Accounting Year.** The accounting year of the Partnership shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December.

Each year, the General Partner shall draw up an inventory and prepare in accordance with the Law, the financial statements of the Partnership.

**Art. 20. Allocation of Profits.** Each partner of the Partnership has the right to participate in the profits of the Partnership in proportion to the number of Units held by it in the Partnership.

The allocation of profits shall be determined by the general meeting of partners, upon proposal of the General Partner.

## Chapter VI. - Dissolution - Liquidation

**Art. 21. Dissolution - Liquidation.** In the event of dissolution of the Partnership for any reason and at any time whatsoever, liquidation will be carried out by the General Partner or an other person appointed by the general meeting of partners.

**Art. 22. Allocation of the Liquidation Surplus.** After payment of all debts and liabilities of the Partnership or deposit of any funds to that effect, the surplus will be paid to the partners in proportion to the Units held by each of them in the Partnership.

## Chapter VII. - Applicable Law

**Art. 23. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and in particular the Law.

### *Transitory dispositions*

The first financial year starts on the date of incorporation of the Partnership and ends on 31 December 2011.

### *Subscription and Payment*

The appearing parties, here represented as stated above, declare to subscribe for five hundred and two (502) Units issued by the Partnership as follows:

1. Blue Skye Management S.à r.l. subscribes for one (1) Unit of the General Partner of one Euro (1.- EUR) and pays it in by a contribution in cash in an aggregate amount of one Euro (1.- EUR)
2. Blue Skye Capital S.à r.l. subscribes for five hundred and one (501) Units of the Limited Partner of one Euro (1.EUR) each and pays them in by a contribution in cash in an aggregate amount of five hundred and one Euro (501.EUR).

The notary has received evidence of the payment in cash.

### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Partnership as a result of the present Articles amount to € 1,400.-.

### *Extraordinary general meeting of partners*

Immediately following the creation of the Partnership, the partners resolved to set the Partnership's registered office at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the English text and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the proxy of the appearing parties known to the notary by her name, first name, civil status and residence, the said proxy signed together with the notary the present original deed.

## Follows the french version

L'an deux mille onze, le seize mars.

Par-devant Nous, Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

Ont comparu:

- 1) Blue Skye Management S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, ici représentée par Renata Jokubauskaite, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 mars 2011; et
- 2) Blue Skye Capital S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit luxembourgeois, avec siège social à 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, en cours d'immatriculation auprès du registre de commerce et

des sociétés de Luxembourg, ici représentée par Renata Jokubauskaite, avocat, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 15 mars 2011.

Lesdites procurations après avoir été signées ne varietur par le mandataire agissant pour compte des comparantes et le notaire soussigné, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire soussigné d'arrêter comme suit les statuts d'une société en commandite simple, créée par les présentes.

### Chapter I<sup>er</sup> . - Nom - Durée - Siège social - Objet

**Art. 1<sup>er</sup>. Nom.** Il existe entre Blue Skye Management S.à r.l., étant le gérant commandité (le "Gérant Commandité") et Blue Skye Capital S.à r.l., étant l'associé commanditaire (l' "Associé Commanditaire") et tous ceux qui deviendront associés dans le futur, une société en commandite simple sous la dénomination de Blue Skye Management S.à r.l., S.C.S. (la "Commandite"), régie par les présents statuts (les "Statuts") et les lois du Grand-Duché de Luxembourg, plus particulièrement la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi").

**Art. 2. Durée.** La Commandite est constituée pour une durée illimitée.

La Commandite ne prend pas fin par la démission, la dissolution, la faillite, l'insolvabilité ou tout autre événement similaire affectant le Gérant Commandité ou le(s) Associé(s) Commanditaire(s).

**Art. 3. Siège Social.** Le siège social de la Commandite est établi à Luxembourg-Ville. Le siège social peut être transféré à l'intérieur de la commune de Luxembourg ou en tout autre endroit à l'intérieur du Grand-Duché de Luxembourg par décision du Gérant Commandité.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Cette décision n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Commandite. Cette déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par le Gérant Commandité.

Il peut être créé par décision du Gérant Commandité des succursales ou d'autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

**Art. 4. Object.** La Commandite peut effectuer toutes les opérations concernant directement ou indirectement l'acquisition de participations dans toute entreprise dans toute forme et la propriété, l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de son portefeuille. La Commandite peut directement ou indirectement investir dans des valeurs mobilières, autres instruments financiers et certains actifs corporels en ce compris mais non limité à des actions en capital; des actions de participation aux bénéfiques; des parts de commandite et instruments financiers similaires; immeubles; intérêts dans des immeubles et des actifs relatifs à des immeubles; des baux immobiliers; des obligations et notes (subordonnées, convertibles ou autres); des produits sur taux d'intérêt, sur devises, sur matières premières, sur actions et autres produits dérivés, en ce compris, et sans limitation, (i) contrats à terme (et options y relatives) relatifs aux indices boursiers, aux valeurs mobilières étatiques, à d'autres instruments financiers et à toutes autres matières premières, (ii) contrats pour différence; swaps, options, warrants, caps, collars, floors et contrats à terme sur taux d'intérêts, (iii) opérations à terme ou au comptant sur devises et (iv) les contrats relatifs à ou garantissant telles opérations; titres garantis par des actifs (en ce compris les intérêts résiduels y relatifs); produits dérivés négociés en bourse ou de gré à gré; obligations structurées; autres instruments ou valeurs hybrides; équipement; location d'équipement; certificats de location; certificats garantis par nantissement de matériel; prêts de tout type, en ce compris des prêts initiaux et des achats secondaires; financement débiteur-exploitant; prêts à la consommation; document de crédit; comptes et documents de créances et de dettes détenues par d'autres créanciers; créances commerciales; intérêts sur royalties; contrat et autres créances; contrats exécutoires; privilèges, y compris privilèges du constructeur et privilèges fiscaux; participations; polices d'assurance; fonds; fonds monétaires; obligations de gouvernements et d'autorités gouvernementales; papier commercial; certificats de dépôt; acceptations bancaires; choses non possessoires; jugements; récépissés de transitaire; toutes autres immobilisations corporelles d'une entité; et tous autres obligations et instruments ou preuves d'endettement de toute sorte ou nature; en tout cas, de toute personne, société, gouvernement ou toute autre entité, côtée ou non ou aisément négociable.

Plus particulièrement, la Commandite peut utiliser ses fonds pour établir, gérer, développer et disposer de ses avoirs tels que composés de temps à autres et notamment, mais sans être limité à son portefeuille de valeurs de toutes origines, pour participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, pour acquérir, par voie d'achat, d'investissement, de souscription, ou d'option, des valeurs et des droits de propriété intellectuelle, les réaliser par voie de vente, transfert, échange ou autrement, et de recevoir ou d'octroyer des licences sur des droits de propriété intellectuelle.

La Commandite peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission privée d'obligations, notes, valeurs et certificats, convertibles ou non en parts de la Commandite, pour autant qu'ils soient émis sous forme nominative uniquement. La Commandite peut prêter des fonds, en ce compris les produits de tous emprunts et/ou instruments de dette à ses filiales, sociétés affiliées ou à toute autre société. Elle peut aussi donner des garanties et octroyer des sûretés



en faveur de tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou toute autre société. La Commandite peut gager, transférer, grever ou autrement créer des sûretés sur certains de ses avoirs.

La Commandite peut également faire toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, toutes transactions relatives à des biens mobiliers ou immobiliers, que la Commandite estime utile à l'accomplissement de ses objets.

## Chapitre II. - Responsabilité - Capital - Parts

**Art. 5. Responsabilités.** Le Gérant Commandité est responsable avec la Commandite, de tous les engagements qui ne peuvent être couverts par les avoirs de la Commandite.

Le Gérant Commandité n'est néanmoins pas tenu de rembourser le(s) Associé(s) Commanditaire(s) des montants payés par lui/eux sur leurs parts.

L'(es) Associé(s) Commanditaire(s) est/sont uniquement responsable(s) à concurrence de leur participation et ne sont pas tenus pour d'autres montants que ceux non payés sur leurs engagements de contribution à la Commandite.

**Art. 6. Capital - Parts.** Le capital social de la Commandite est fixé à cinq cent deux Euro (502.- EUR) représenté par cinq cent deux (502) parts de un Euro (1.- EUR) chacune, dont une (1) part est détenue par le Gérant Commandité (la "Part de Gérant Commandité"), et cinq cent une (501) parts sont détenues par l'Associé Commanditaire (les "Parts d'Associé Commanditaire", et ensemble avec la Part du Gérant Commandité, les "Parts"). Toutes les Parts sont intégralement libérées.

Les paiements à effectuer sur les Parts non entièrement libérées au moment de la souscription seront faits au moment et aux conditions tels que déterminés de temps à autre par le Gérant Commandité. Tout montant appelé sur les Parts sera réparti de manière égale sur toutes les Parts non entièrement libérées.

**Art. 7. Forme des Parts - Registre des Associés.** Les Parts sont et resteront sous forme nominative.

Toutes les Parts émises seront enregistrées dans un registre de parts tenu par la Commandite. Le registre mentionnera le nom de chaque propriétaire de Parts, son domicile élu et le nombre de Parts qu'il détient, réparti entre les différentes catégories et le montant libéré sur ces Parts.

Tout transfert de Parts sera inclus dans le registre et toute inscription sera signée par le Gérant Commandité.

La Commandite pourra considérer toute personne indiquée dans le registre de parts comme le propriétaire des Parts.

Si un propriétaire ne fournit pas une adresse où les avis et les informations de la Commandite peuvent être envoyés, une mention à cet effet sera faite dans le registre de parts et l'adresse du propriétaire des Parts sera censée être au siège social de la Commandite ou à telle autre adresse mentionnée dans le registre jusqu'à ce que ce propriétaire fournisse une autre adresse à la Commandite.

**Art. 8. Transfert de Parts.** Les Parts sont librement cessibles entre les associés.

Ni le Gérant Commandité, ni l'(es) Associé(s) Commanditaire(s) ne peuvent vendre, céder, transférer, échanger, prêter, hypothéquer, ou autrement grever, volontairement tout ou partie de leurs intérêts en tant qu'associé dans la Commandite à un tiers sans l'accord unanime écrit de tous les associés.

Le transfert des Parts est seulement valable si les procédures requises par l'Article 1690 du Code Civil luxembourgeois ont été observées et en cas de retrait du Gérant Commandité, après modification des Statuts.

**Art. 9. Pouvoirs et Droits de Vote.** Chaque Part donne droit à une (1) voix aux assemblées générales des associés.

Tout associé peut désigner une personne ou une entité en tant que son mandataire conformément à une procuration donnée par lettre, télégramme, telex, telefax ou e-mail, pour le représenter à une assemblée générale des associés.

## Chapitre III. - Gestion

**Art. 10. Gestion.** La Commandite sera gérée par Blue Skye Management S.à r.l. en sa qualité de Gérant Commandité.

Le Gérant Commandité ne peut être révoqué que pour des raisons légitimes à l'unanimité des associés en ce compris le vote favorable du Gérant Commandité.

Le Gérant Commandité peut démissionner à tout moment de ses fonctions comme Gérant Commandité en donnant un avis écrit à tous les associés de la Commandite. Une assemblée générale des associés sera tenue endéans les dix (10) jours suivants la réception d'un tel avis de démission afin de nommer son successeur.

En cas de révocation ou de démission, la Part du Gérant Commandité sera transféré à son successeur à un prix représentant la valeur du marché, à moins qu'il en soit convenu autrement entre le Gérant Commandité et son successeur.

**Art. 11. Pouvoirs du Gérant Commandité.** Le Gérant Commandité sera seul responsable de la gestion des activités de la Commandite et est investi des pouvoirs les plus larges pour effectuer et approuver pour le compte de la Commandite tous les actes de gestion et de disposition et toutes autres opérations compatibles avec l'objet de la Commandite.

**Art. 12. Associé(s) Commanditaire(s).** Le(s) Associé(s) Commanditaire(s) ne prendra/prendront pas part à la gestion ou au contrôle des affaires de la Commandite et n'aura/n'auront pas le droit ou l'autorité d'agir pour la Commandite ou de prendre part dans ou d'interférer de toute manière dans la gestion de la Commandite ou de voter sur des matières relatives à la Commandite autrement qu'en vertu des Statuts.

Le Gérant Commandité fera rapport sur la gestion de la Commandite à/aux l'(es) Associé(s) Commanditaire(s) à l'assemblée générale annuelle des associés. A cette assemblée, l'(es) Associé(s) Commanditaire(s) peut/peuvent questionner le Gérant Commandité sur la gestion de la Commandite.

**Art. 13. Délégation de Pouvoirs.** Le Gérant Commandité peut à tout moment nommer un ou plusieurs agent(s) ad hoc afin d'accomplir des tâches spécifiques. Le Gérant Commandité déterminera les pouvoirs et rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de la période de représentation et toute autre condition y relative. L'(es) agent(s) ainsi nommé(s) est/sont en tout cas révocable(s) ad nutum (sans devoir donner de raisons) par décision du Gérant Commandité.

La nomination de(s) l'(e) agent(s) suivant la procédure ci-dessus n'aura pas d'effet sur la responsabilité illimitée du Gérant Commandité.

L'(es) Associé(s) Commanditaire(s) n'aura/n'auront pas d'autorité ou de pouvoir pour agir en tant qu'agent au nom et pour compte de la Commandite ou du Gérant Commandité de la Commandite.

**Art. 14. Représentation.** La Commandite sera engagée par la seule signature du Gérant Commandité, ou par la signature individuelle ou les signatures conjointes de toute personne à qui un pouvoir de signer pour compte de la Commandite a été valablement délégué par le Gérant Commandité conformément à l'article 13 de ces Statuts.

**Art. 15. Dépenses du Gérant Commandité.** La Commandite paiera ou remboursera le Gérant Commandité de toutes dépenses encourues en relation avec l'administration et les affaires de la Commandite en ce compris, sans limitation, les dépenses vis-à-vis des tiers encourues par le Gérant Commandité en relation avec sa constitution, sa gestion ou la gestion de la Commandite, les frais et rémunérations de tout opérateur ou administrateur, tous les honoraires légaux, les honoraires des réviseurs et évaluateurs, les frais de litiges, d'agent payeur ou collecteur ou nommée des avoirs ou revenus de la Commandite, honoraires de consultants externes, frais d'audit, charges bancaires, frais d'emprunt, frais de hedging et frais et dépenses encourus envers des tiers (en ce compris les frais de timbre et frais professionnels) et d'identification, d'évaluation, de négociation, d'acquisition, de détention, de contrôle, de protection et de disposition de tout investissement, et prime d'assurance pour les assurances d'administrateur ou d'agent au niveau de la Commandite ou de ses filiales.

#### Chapitre IV. - Assemblée générale des associés

**Art. 16. Lieu.** Une assemblée générale annuelle des associés approuvant les comptes sera tenue annuellement dans les six (6) mois après la clôture de l'exercice social au siège social de la Commandite ou à tout autre endroit tel que précisé dans l'avis convoquant l'assemblée.

D'autres assemblées des associés peuvent être tenues aux lieux et heures qui seront indiqués dans les avis de convocation respectifs.

**Art. 17. Réunions.** Les assemblées générales des associés peuvent être convoquées par le Gérant Commandité par un avis déterminant l'ordre du jour et la date de l'assemblée et envoyé dans un délai raisonnable par lettre ordinaire, e-mail ou fax à chacun des associés.

L'omission accidentelle de donner un avis de convocation d'une assemblée ou la non réception d'un avis de convocation par tout associé n'invalidera pas automatiquement les délibérations à l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés, et s'ils constatent avoir été informés de l'ordre du jour de cette assemblée, ils peuvent renoncer à toutes formalités et conditions de convocation.

**Art. 18. Majorité.** L'assemblée générale des associés ne délibérera valablement pour autant qu'au moins la moitié du capital souscrit en ce compris le Gérant Commandité soit présent ou représenté.

Les résolutions à toutes assemblées générales des associés seront prises valablement à la majorité simple des associés présents ou représentés à telle assemblée en ce compris le vote affirmatif du Gérant Commandité.

#### Chapitre V. - Année sociale - Répartition de profits

**Art. 19. Année Sociale.** L'année sociale de la Commandite commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Chaque année, le Gérant Commandité dresse un inventaire et préparer les comptes de la Commandite conformément à la Loi.

**Art. 20. Répartition des Profits.** Chaque associé de la Commandite a le droit de participer aux profits de la Commandite proportionnellement au nombre de Parts détenues par lui dans la Commandite.

La répartition des profits sera déterminée par l'assemblée générale des associés, sur proposition du Gérant Commandité.

#### Chapitre VI. - Dissolution - Liquidation

**Art. 21. Dissolution - Liquidation.** En cas de dissolution de la Commandite, pour n'importe quelle raison et à n'importe quel moment, la liquidation sera faite par le Gérant Commandité ou par toute autre personne nommée par l'assemblée générale des associés.



**Art. 22. Distribution du Boni de Liquidation.** Après paiement des dettes et engagements de la Commandite ou la provision de tous fonds à cet effet, le surplus sera payé aux associés proportionnellement aux Parts détenues par chacun d'eux dans la Commandite.

### Chapitre VII. - Droit applicable

**Art. 23. Droit Applicable.** Tout ce qui n'est pas réglé par les présents Statuts sera réglé conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg et plus particulièrement la Loi.

#### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Commandite et se termine le 31 décembre 2011.

#### *Souscription et Libération*

Les comparantes, représentées comme indiqué ci-avant, déclarent souscrire aux cinq cent deux (502) Parts émises par la Commandite comme suit:

1. Blue Skye Management S.à r.l. souscrit une (1) Part de Gérant Commandité de un Euro (1.- EUR) et la libère par un apport en espèces d'un montant de un Euro (1.- EUR);

2. Blue Skye Capital S.à r.l. souscrit cinq cent une (501) Parts d'Associé Commanditaire de un Euro (1.- EUR) chacune et les libère par un apport en espèces d'un montant de cinq cent un Euros (501.- Euros).

Le notaire a reçu la preuve du paiement en espèces.

#### *Frais*

Les frais, coûts, dépenses et charges de tout genre qui seront à charge de la Commandite en raison des présents Statuts s'élèvent à € 1.400,-.

#### *Assemblée générale extraordinaire des associés*

Immédiatement après la création de la Commandite, les associés ont décidé de fixer le siège social de la Commandite au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une version française. A la requête des mêmes comparantes, en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version anglaise prévaudra.

Après lecture faite au mandataire des comparantes, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, le mandataire des comparantes a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: R.Jokubauskaite, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 17 mars 2011. Relation: EAC/2011/3553. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 18 mars 2011.

Référence de publication: 2011039578/414.

(110044389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2011.

**Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée,  
(anc. Hestia Investments S. à r.l.).**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1731 Luxembourg, 26, rue de Hesperange.

R.C.S. Luxembourg B 158.251.

In the year two thousand and eleven, on the twenty-sixth day of January.

Before Maître Francis Kessler, notary public residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Johnson Controls Holding Company Inc., a company incorporated under the laws of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, United States of America, here duly represented by Ms. Sofia Afonso-Da Chao Conde, employee, with professional address at 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal.

The appearing party, represented as stated above, has requested the undersigned notary to record as follows:

I.- That the appearing party is the sole shareholder of Hestia Investments S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the “Company”), incorporated by a deed of the undersigned notary on December 7<sup>th</sup>, 2010, not yet published in Memorial C .

II.- That all the 250 (two hundred fifty) shares of EUR 50 (fifty Euro) each, representing the whole capital of the Company, are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda, of which the sole shareholder expressly states that it has been duly informed beforehand.

III.- That the agenda of the meeting is the following:

*Agenda*

1. Waiving of notice right;
2. Approval of the amendment of article 2 of the articles of association of the Company regarding the name of the Company;
3. Approval of the amendment of article 3 of the articles of association of the Company regarding the corporate object of the Company;
4. Conversion and exchange of the current 250 (two hundred fifty) shares in the share capital of the Company with a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) each, into 500 (five hundred) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each;
5. Approval of the amendment of article 15 and article 16 of the articles of association of the Company regarding the financial year of the Company;
6. Approval of the subsequent complete restatement of the articles of association of the Company;
7. Acknowledgment of the resignations of (i) Mr. Christian Heinen as category A manager of the Company and granting of discharge, and of (ii) Mr. David Sana as category B manager of the Company and granting of discharge;
8. Appointment of (i) Mr. Bruce McDonald and Mr. Jerome D. Okarma as new category A managers of the Company, and of (ii) Mr. Hugo Froment and Mr. David Catala as new category B managers of the Company;
9. Transfer of the registered office of the Company to 26 rue de Hesperange, L-1731 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
10. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the sole shareholder of the Company, the following resolutions have been taken:

*First resolution:*

It is resolved that the sole shareholder of the Company waives its right to the prior notice of the current meeting; the sole shareholder acknowledges being sufficiently informed on the agenda and considers being validly convened and therefore agrees to deliberate and vote upon all the items of the agenda. It is resolved further that all the relevant documentation has been put at the disposal of the sole shareholder of the Company within a sufficient period of time in order to allow it to examine carefully each document.

*Second resolution:*

It is resolved to change the corporate name of the Company into “Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.” and to consequently amend article 2 of the Articles (as this term is defined below), which shall now be read as follows:

“ **Art. 2.** The Company’s name is “Johnson Controls Finance S.à r.l.”

*Third resolution:*

It is resolved to amend the corporate object of the Company and to consequently amend article 3 of the Articles, which shall now be read as follows:

“ **Art. 3.** The purpose of the Company consists of financial operations in the largest sense, exclusively for the group members, in particular the coordination and centralization of the financing needs (especially long term) of the group members through the use of own funds or loans, the coordination and centralization of the financial management and the treasury for the members of the group (including cash pooling and the investment of available funds), factoring, the coverage of currency exchange risks, the granting of securities in rem and personal guarantees in order to guarantee the financial obligations entered into by the group members. The Company has also as its purpose to render a range of services which have an auxiliary or preparatory nature for the group companies such as consultancy services and administrative assistance. The Company may carry out all commercial and financial activities and all movable or immovable property activities, which relate directly or indirectly to its corporate purpose or such activities which will favour its development. The Company may perform all services with respect to the management and the liquidation of all companies. The Company may, by means of contribution in cash or in kind, merger, subscription, participation, financial intervention or otherwise, acquire or alienate shareholding or other interests in all existing companies or firms, existing or to be incorporated, in Luxembourg or abroad. The Company can, in favour of all such companies, give (bank) guarantees, act as their agent or representative, pay funds, grant credits as well as mortgage or other securities. The Company may also

grant all loans or guarantee loans granted by third parties to affiliated companies, it being understood that the Company will not exercise any activity which is subject to legal provisions or regulations applicable to credit and/or financial institutions.”

*Fourth resolution:*

It is resolved to convert and exchange all of the current 250 (two hundred fifty) shares in the share capital of the Company with a nominal value of EUR 50 (fifty Euro) each, into 500 (five hundred) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each so that the share capital of the Company, in its article 6, paragraph 1, shall now be read as follows:

“ **Art. 6.** The Company’s share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 500 (five hundred) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each.”

*Fifth resolution:*

It is resolved to amend the financial year of the Company and to consequently amend article 15 and article 16 of the Articles, which shall now be read as follows:

“ **Art. 15.** The Company’s financial year begins on 1<sup>st</sup> October and closes on 30 September of each year.”  
Exceptionally, the first financial year shall begin on 7 December 2010 and end on 30 September 2011.

“ **Art. 16.** Each year, as of 30 September, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.”

*Sixth resolution:*

As a consequence to the above resolutions, it is resolved to restate completely the articles of association of the Company in the form produced hereafter:

**“Name - Object - Registered office - Duration**

**Art. 1.** There is hereby formed a “société à responsabilité limitée”, limited liability company (the “Company”), governed by these articles of association (the “Articles”) and by current Luxembourg laws (the “Law”), in particular the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on “sociétés à responsabilité limitée” (the “Commercial Companies Law”).

**Art. 2.** The Company’s name is “Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.”

**Art. 3.** The purpose of the Company consists of financial operations in the largest sense, exclusively for the group members, in particular the coordination and centralization of the financing needs (especially long term) of the group members through the use of own funds or loans, the coordination and centralization of the financial management and the treasury for the members of the group (including cash pooling and the investment of available funds), factoring, the coverage of currency exchange risks, the granting of securities in rem and personal guarantees in order to guarantee the financial obligations entered into by the group members. The Company has also as its purpose to render a range of services which have an auxiliary or preparatory nature for the group companies such as consultancy services and administrative assistance. The Company may carry out all commercial and financial activities and all movable or immovable property activities, which relate directly or indirectly to its corporate purpose or such activities which will favour its development. The Company may perform all services with respect to the management and the liquidation of all companies. The Company may, by means of contribution in cash or in kind, merger, subscription, participation, financial intervention or otherwise, acquire or alienate shareholding or other interests in all existing companies or firms, existing or to be incorporated, in Luxembourg or abroad. The Company can, in favour of all such companies, give (bank) guarantees, act as their agent or representative, pay funds, grant credits as well as mortgage or other securities. The Company may also grant all loans or guarantee loans granted by third parties to affiliated companies, it being understood that the Company will not exercise any activity which is subject to legal provisions or regulations applicable to credit and/or financial institutions.

**Art. 4.** The Company has its registered office in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

**Art. 5.** The Company is constituted for an unlimited duration.

**Art. 6.** The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

**Art. 7.** The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

### Capital - Shares

**Art. 8.** The Company's share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 500 (five hundred) shares with a nominal value of EUR 25 (twenty-five Euro) each.

The shares shall only be in registered form. The share register shall be maintained at the registered office of the Company.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the sole shareholder or where there is more than one shareholder by unanimous resolution of all the shareholders for the time being of the Company, who may attend personally or through representation at the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

**Art. 9.** Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

**Art. 10.** The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders without the approval of all the shareholders of the Company.

Furthermore, the provisions of Article 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

**Art. 11.** The Company shall have power to redeem its own shares.

Redemptions of shares of the Company shall be carried out by means of a resolution of the sole shareholder or where there is more than one shareholder by unanimous resolution of all the shareholders for the time being of the Company, who may attend personally or through representation at an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

### Management

**Art. 12.** The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of one or several category A manager(s) and by one or several category B manager(s). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and designated as category A manager or category B manager, and their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and ad nutum, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers, will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by joint signature of one category A manager and one category B manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time sub-delegate its/his powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

**Art. 13.** In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall not have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented, including at least one category A manager and one category B manager.

Decisions of the board of managers are adopted at the unanimity of the managers participating to the meeting or duly represented. In case of default of unanimity, the decisions of the board of managers shall be submitted to the approval of the shareholder(s) at a general meeting.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

**Art. 14.** Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

### General meetings of shareholders

**Art. 15.** In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than twenty-five. In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds twenty-five, the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case one general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within six months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

**Art. 16.** General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than the half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

### Financial year - Balance sheet

**Art. 17.** The Company's financial year begins on 1<sup>st</sup> October and closes on 30 September of each year.

**Art. 18.** Each year, as of 30 September, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

**Art. 19.** Each shareholder may inspect at the head office the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

### Supervision of the company

**Art. 20.** If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) ("commissaire"), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors ("réviseurs d'entreprises agréés") appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the members of the "Institut des réviseurs d'entreprises agréés".



Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/their mandate.

### **Dividend - Reserves**

**Art. 21.** The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortizations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year five percent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

**Art. 22.** Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

### **Winding-up - Liquidation**

**Art. 23.** The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

**Art. 24.** The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

### **Applicable law**

**Art. 25.** Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.”

#### *Seventh resolution:*

It is resolved to acknowledge with immediate effect the resignations of (i) Mr. Christian Heinen from his current position as category A manager of the Company and to grant him discharge for the performance of his duties as from the date of his appointment as category A manager of the Company until the date hereof, and of (ii) Mr. David Sana from his current position as category B manager of the Company and to grant him discharge for the performance of his duties as from the date of his appointment as category B manager of the Company until the date hereof.

#### *Eighth resolution:*

It is hereby resolved to appoint the following persons as new category A managers of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Bruce McDonald, born on 29 April 1960 in North Bay Can, Canada, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America; and
- Mr. Jerome D. Okarma, born on 8 April 1952 in Illinois, United States of America, with professional address at 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, United States of America.

The above newly appointed category A managers have accepted by written in letters of acceptance, their position and assumed the obligation to faithfully and properly carry out their duties.

It is further hereby resolved to appoint the following persons as new category B managers of the Company with effect as from the date hereof and for an indeterminate duration:

- Mr. Hugo Froment, born on 22 January 1974 in Laxou, France, with professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and
- Mr. David Catala, born on 19 January 1979 in Gent, Belgium, with professional address at 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The above newly appointed category B managers have accepted by written in letters of acceptance, their position and assumed the obligation to faithfully and properly carry out their duties.

Consequently to the resolutions seventh and eighth, the board of managers of the Company is now composed as follows:

- Mr. Bruce McDonald, category A manager;
- Mr. Jerome D. Okarma, category A manager;
- Mr. Hugo Froment, category B manager; and
- Mr. David Catala, category B manager.

According to article 12, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by joint signature of one category A manager and one category B manager.

*Ninth resolution:*

It is hereby resolved to transfer the registered office of the Company from 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, to 26 rue de Hesperange, L-1731 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with effect as from the date hereof.

*Estimate of costs*

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about one thousand five hundred euro (€ 1,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, it signed together with us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

**Traduction française du texte qui précède**

L'an deux mille onze, le vingt-sixième jour de janvier.

Par devant Maître Francis Kessler, notaire public résidant à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Johnson Controls Holding Company Inc, une société constituée selon les lois du Delaware, ayant son siège social sis au 1209, Orange Street, Wilmington, Delaware, Etats-Unis d'Amérique, ici dûment représentée par Mme Sofia Afonso-Da Chao Conde, employée, avec adresse professionnelle au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-Sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé.

La partie comparante, représentée tel que décrit ci-dessus, a requis du notaire soussigné d'acter comme suit:

I.- Que la partie comparante est l'associé unique de Hestia Investments S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société»), constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 07 décembre 2010, non encore publié au Mémorial C.

II.- Que l'ensemble des 250 (deux-cent cinquante) parts d'une valeur de 50 EUR (cinquante euros) chacune, représentant l'ensemble du capital social de la Société, sont représentées, de sorte que l'assemblée peut valablement se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour dont l'associé unique déclare expressément avoir été dûment préalablement informé.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Agenda*

1. Renonciation au droit de convocation;
2. Approbation de la modification de l'article 2 des statuts de la Société concernant le nom de la Société;
3. Approbation de la modification de l'article 3 des statuts de la Société concernant l'objet social de la Société;
4. Conversion et échange des 250 (deux cent cinquante) actuelles parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de 50 EUR (cinquante euros) chacune, en 500 (cinq cent) parts sociales ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt cinq euros) chacune;
5. Approbation de la modification de l'article 15 et de l'article 16 des statuts de la Société concernant l'exercice social de la Société;
6. Approbation de la refonte complète subséquente des statuts de la Société;
7. Reconnaissance des démissions de (i) M. Christian Heinen comme gérant de catégorie A de la Société et de (ii) M. David Sana comme gérant de catégorie B de la Société;



8. Nomination (i) M. Bruce McDonald et de M. Jérôme D. Okarma comme nouveaux gérants de catégorie A de la Société, et de (ii) M. Hugo Froment and M. David Catala comme nouveaux gérants de catégorie B de la Société;

9. Transfert du siège social de la Société au 26, rue de Hesperange, L-1731 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

10. Divers.

Suite à l'approbation de ce qui précède par l'associé unique, les résolutions suivantes ont été prises:

*Première résolution:*

Il est décidé que l'associé unique renonce à son droit de recevoir la convocation préalable afférente à cette assemblée générale, reconnaît avoir été suffisamment informé de l'ordre du jour, considère être valablement convoqué à la présente assemblée générale extraordinaire et en conséquence accepte de délibérer et de voter sur tous les points portés à l'ordre du jour. De plus il a été décidé que toute la documentation pertinente produite à l'assemblée a été mise à la disposition de l'associé unique dans un délai suffisant afin de lui permettre un examen attentif de chaque document.

*Deuxième résolution:*

Il est décidé de modifier la dénomination de la Société en «Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.» et par conséquent de modifier l'article 2 des Statuts (comme défini ci-dessous), devant être maintenant lu comme suit:

« **Art. 2.** La dénomination de la Société est «Johson Controls Luxembourg Finance S.à r.l.»

*Troisième résolution:*

Il est décidé de modifier l'objet social de la Société et par conséquent de modifier l'article 3 des Statuts, devant être lu comme suit:

« **Art. 3.** L'objet de la Société consiste à la réalisation d'opérations financières au sens large du terme, exclusivement avec les sociétés du groupe, et en particulier la coordination et la centralisation des besoins de financements (spécifiquement à long terme) des sociétés du groupe par voie de fonds propres ou de prêts, la coordination et la centralisation de la gestion financière et de la trésorerie pour les sociétés du groupe (y compris de cash pooling et l'investissement des fonds disponibles), l'affacturage, la couverture des risques de change, l'octroi de sûretés réelles et garanties personnelles afin de garantir les obligations financières contractées par les sociétés du groupe. La Société a également pour objet de rendre une gamme de services ayant un caractère préparatoire ou auxiliaire pour les sociétés du groupe tels que les services de conseil et d'assistance administrative. La Société peut réaliser toutes les activités commerciales et financières et de toutes les activités de biens mobiliers ou immobiliers, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou toutes activités qui favorisent son développement. La Société peut réaliser tous les services eu égard à la gestion et à la liquidation de toutes entreprises. La Société peut, par voie d'apport en numéraire ou en nature, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou tout autre moyen, acquérir ou aliéner des participations ou autres intérêts dans toutes sociétés existantes ou entreprises, existantes ou devant être constituées, au Luxembourg ou à l'étranger. La Société peut, en faveur de toutes sociétés, octroyer des garanties (bancaires), agir comme leur agent ou représentant, verser des fonds, accorder des prêts ainsi que les titres hypothécaires ou autres garanties. La Société peut également octroyer tous prêts ou garantir des prêts accordés par des tiers à des sociétés affiliées, étant entendu que la Société n'exercera pas d'activité soumis à des dispositions légales ou réglementaires applicables au prêt et / ou aux institutions financières.»

*Quatrième résolution:*

Il est décidé de convertir et d'échanger l'ensemble des 250 (deux-cent cinquante) parts sociales du capital social de la Société ayant une valeur nominale de 50 EUR (cinquante euros) chacune, en 500 (cinq cent) parts sociales ayant une valeur nominale chacune de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune, par conséquent l'article 6 paragraphe 1 devra être lu comme suit:

« **Art. 6.** Le capital social de la Société est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cent euros), représenté par 500 (cinq cent) parts ayant une valeur nominale de 25 EUR (vingt-cinq euros) chacune.»

*Cinquième résolution:*

Il est décidé de modifier l'exercice social de la Société et par conséquent les articles 15 et 16 des Statuts devront être lus comme suit:

« **Art. 15.** L'exercice social de la Société commence le 1<sup>er</sup> octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.»  
Exceptionnellement, la première année financière commence le 7 décembre 2010 et se termine le 30 septembre 2011.

« **Art. 16.** Chaque année, au 30 septembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.»

*Sixième résolution:*

En conséquence des déclarations et résolutions qui précèdent, il est décidé de reformuler complètement les statuts de la Société dans la forme produite ci-après:

**«Nom - Objet - Siège Social - Durée»**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

**Art. 2.** La dénomination de la Société est "Johnson Controls Luxembourg Finance S.à r.l."

**Art. 3.** L'objet de la Société consiste à la réalisation d'opérations financières au sens large du terme, exclusivement avec les sociétés du groupe, et en particulier la coordination et la centralisation des besoins de financements (spécifiquement à long terme) des sociétés du groupe par voie de fonds propres ou de prêts, la coordination et la centralisation de la gestion financière et de la trésorerie pour les sociétés du groupe (y compris de cash pooling et l'investissement des fonds disponibles), l'affacturage, la couverture des risques de change, l'octroi de sûretés réelles et garanties personnelles afin de garantir les obligations financières contractées par les sociétés du groupe. La Société a également pour objet de rendre une gamme de services ayant un caractère préparatoire ou auxiliaire pour les sociétés du groupe tels que les services de conseil et d'assistance administrative. La Société peut réaliser toutes les activités commerciales et financières et de toutes les activités de biens mobiliers ou immobiliers, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet social ou toutes activités qui favorisent son développement. La Société peut réaliser tous les services eu égard à la gestion et à la liquidation de toutes entreprises. La Société peut, par voie d'apport en numéraire ou en nature, de fusion, de souscription, de participation, d'intervention financière ou tout autre moyen, acquérir ou aliéner des participations ou autres intérêts dans toutes sociétés existantes ou entreprises, existantes ou devant être constituées, au Luxembourg ou à l'étranger. La Société peut, en faveur de toutes sociétés, octroyer des garanties (bancaires), agir comme leur agent ou représentant, verser des fonds, accorder des prêts ainsi que les titres hypothécaires ou autres garanties. La Société peut également octroyer tous prêts ou garantir des prêts accordés par des tiers à des sociétés affiliées, étant entendu que la Société n'exercera pas d'activité soumis à des dispositions légales ou réglementaires applicables au prêt et / ou aux institutions financières.

**Art. 4.** La Société a son siège social établi à Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société pourra être transféré en tout autre lieu au Grand Duché de Luxembourg ou à l'étranger par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société pourra ouvrir des bureaux ou succursales (sous forme d'établissement permanent ou non) tant au Grand Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social, ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger se sont produits ou sont imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège restera luxembourgeoise. Pareille mesure provisoire sera prise et portée à la connaissance des tiers par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) de la Société.

**Art. 5.** La Société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 6.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

**Art. 7.** Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne pourront, pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées ou de l'associé unique (selon le cas).

**Capital - Parts sociales**

**Art. 8.** Le capital social est fixé à 12.500 EUR (douze mille cinq cent euros) divisé en 500 (cinq cent) parts sociales de 25 EUR (vingt-cinq Euros) chacune.

Les parts sociales ne pourront être inscrites que sous forme nominale. Le registre des parts sociales devra être maintenu au siège social de la Société.

Le montant du capital social peut être augmenté ou réduit au moyen d'une résolution de l'associé unique où, dans le cas où la Société aurait plus d'un associé, par l'assemblée générale des associés par voie de résolutions prises à l'unanimité des associés de la Société, lesquels auront participé personnellement ou auront été représentés lors de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

**Art. 9.** Chaque part sociale confère un droit de vote identique et chaque associé a un droit de vote proportionnel aux nombres de parts qu'il détient.

**Art. 10.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Aucune cession de parts sociales entre vifs à un tiers non-associé ne peut être effectuée sans l'agrément de l'ensemble des associés de la Société.

Pour le reste, il est référé aux dispositions de l'article 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales.

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elle.

**Art. 11.** La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé par une résolution de l'associé unique où, dans le cas où la Société aurait plus d'un associé, de l'assemblée générale des associés par décisions prises à l'unanimité des associés de la Société, lesquels auront participé personnellement ou auront été représentés lors de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas), à condition qu'un tel rachat ait été proposé à chaque associé de la même classe en proportion du capital social ou de la classe des parts sociales concernées représentés par leurs parts sociales.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés et de toutes sommes issues des réserves disponibles à cet effet, et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserve conformément aux exigences de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

### Gérance

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérants de catégorie A et d'un ou plusieurs gérants de catégories B. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés de la Société.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et désigné(s) en tant que gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B et sa/leur rémunération est fixée par résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des voix ou par décision de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

Le(s) gérant(s) peut/peuvent être révoqués ou remplacés ad nutum à tout moment, avec ou sans justification, par une résolution de l'assemblée générale des associés ou par une décision de l'associé unique (selon le cas).

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Vis-à-vis des tiers, le gérant ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir en toutes circonstances au nom de la Société et de réaliser et approuver tous actes et toutes opérations en relation avec l'objet social dans la mesure où les termes de ces Statuts auront été respectés.

La société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) peut, de temps en temps, subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agent(s) ad hoc qui n'est pas/ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant(s) de la Société.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de cet/ces agent(s), la durée de son/leur mandat ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat.

**Art. 13.** En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, n'aura pas un vote prépondérant. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un gérant présent et nommé dans cette intention. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion ainsi que la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant de la Société peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité de ses membres est présente ou représentée, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés. En cas de défaut de majorité, les décisions du conseil de gérance seront soumises à l'approbation de l'assemblée générale extraordinaire des associés de la Société.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire télécopie, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

**Art. 14.** Tout gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

### Assemblée générale des associés

**Art. 15.** En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmis par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé émettra son vote par écrit.

Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans ce cas, une assemblée générale annuelle est tenue à Luxembourg dans les six mois de la clôture du dernier exercice social. Toute autre assemblée générale des associés peut se tenir au Grand-Duché de Luxembourg à l'heure et au jour fixé dans la convocation à l'assemblée.

**Art. 16.** Les assemblées générales des associés sont convoquées et des résolutions écrites d'associés sont proposées par le conseil de gérance ou par le gérant unique (selon le cas) ou, à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Une convocation écrite à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour est faite conformément à la Loi et est adressée à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation sera envoyée au moins 21 (vingt et un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent mentionner la date et le lieu de l'assemblée générale.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et indiquent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale peut se tenir sans convocation préalable.

Tout associé peut se faire représenter à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou tout autre moyen de télécommunication approprié un tiers qui peut ne pas être associé.

Chaque associé a le droit de participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles soient prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée générale ou sur première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée, et les résolutions seront adoptées à la majorité des votes exprimés quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des Statuts ne pourront être prises qu'en assemblée générale extraordinaire des associés, à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

Un associé unique exerce seul les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés par les dispositions de la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues dans des conditions normales, les contrats concluent entre l'associé unique et la Société doivent être inscrits dans un procès verbal ou établis par écrit.

### Exercice social - Comptes annuels

**Art. 17.** L'exercice social commence le 1 octobre et se termine le 30 septembre de chaque année.

**Art. 18.** Chaque année, au 30 septembre, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra l'inventaire des avoirs de la Société et de toutes ses dettes avec une annexe contenant le résumé de tous ses engagements, ainsi que les dettes du (des) gérant(s), du (des) commissaire(s) (s'il en existe) et du (des) associé(s) envers la société.

Dans le même temps, le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de profits et pertes qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

**Art. 19.** Tout associé peut prendre communication au siège social de la Société de l'inventaire, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), une telle communication ne sera autorisée que pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

### Surveillance de la société

**Art. 20.** Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la Société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, associé(s) ou non.

Chaque commissaire aux comptes sera nommé pour une période expirant à la date de la prochaine assemblée générale annuelle des associés suivant sa nomination se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

A l'expiration de cette période, et de chaque période subséquente, le(s) commissaire(s) aux comptes pourra/pourront être renouvelé(s) dans ses/leurs fonction(s) par une nouvelle décision de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle des associés se prononçant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 décembre 2002 sur le registre du commerce et des sociétés seront atteints, la Société confiera le contrôle de ses comptes annuels à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises nommés par l'assemblée générale des associées ou l'associé unique (selon le cas), parmi les membres de l'"Institut des réviseurs d'entreprises".

Nonobstant les seuils ci-dessus mentionnés, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) qui décide des termes et conditions de son/leurs mandat(s).

### Dividendes - Réserves

**Art. 21.** L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges et amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pourcent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cesseront d'être obligatoires lorsque la réserve légale aura atteint un dixième du capital social tel que augmenté ou réduit le cas échéant, mais devront être repris si la réserve légale est inférieure à ce seuil de dix pourcent.

Les associés, à la majorité prévue par la Loi, ou l'associé unique (selon le cas) peuvent décider à tout moment qu'après déduction de la réserve légale, le bénéfice sera distribué entre les associés au titre de dividendes au pro rata de leur participation dans le capital de la Société ou reporté à nouveau ou transféré à une réserve spéciale.

**Art. 22.** Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société ou l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas), décider de payer des acomptes sur dividendes en cours d'exercice social sur base d'un état comptable préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), desquels il devra ressortir que des fonds suffisants sont disponibles pour la distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice social augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

## Dissolution - Liquidation

**Art. 23.** L'assemblée générale des associés, selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas), peut décider de la dissolution et la liquidation de la Société.

**Art. 24.** L'assemblée générale des associés avec l'approbation d'au moins la moitié des associés détenant trois quarts du capital social devra désigner un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du ou des liquidateurs et leur rémunération.

La liquidation terminée, les avoirs de la Société seront attribués aux associés au prorata des parts sociales qu'ils détiennent.

### Loi applicable

**Art. 25.** Il est renvoyé aux dispositions de la Loi pour l'ensemble des points au regard desquels les présents Statuts ne contiennent aucune disposition spécifique.»

#### *Septième résolution:*

Il est décidé de reconnaître avec effet immédiat les démissions de (i) M. Christian Heinen en tant que gérant de catégorie A de la Société et de lui accorder décharge pour l'exercice de ses fonctions en tant que gérant de catégorie A jusqu'à la date de cet acte, et de (ii) M. David Sana en tant que gérant de catégorie B de la Société et de lui accorder décharge pour l'exercice de ses fonctions en tant que gérant de catégorie B jusqu'à la date de cet acte.

#### *Huitième résolution:*

Il est décidé de nommer les personnes suivantes en tant que nouveaux gérants de catégorie A de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Bruce McDonald, né le 29 avril 1960 à North Bay Can, Canada, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis d'Amérique; et

- M. Jerome D. Okarma, né le 8 Avril 1952 à Illinois, Etats-Unis d'Amérique, avec adresse professionnelle au 5757 N. Green Bay Avenue, Glendale, WI, Etats-Unis d'Amérique.

Les gérants de catégorie A ci-dessus nouvellement nommés ont accepté par écrit par lettres d'acceptation leur mandat et assument l'obligation de fidélité et de bien s'acquitter de leur fonction.

Il est en outre décidé de nommer les personnes suivantes comme nouveaux gérants de catégorie B de la Société avec effet à compter de la date des présentes et pour une durée indéterminée:

- M. Hugo Froment, né le 22 janvier 1974 à Laxou, France, avec adresse professionnelle 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. David Catala, né le 19 janvier 1979 à Gent, Belgique, avec adresse professionnelle 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Les gérants de catégorie B ci-dessus nouvellement nommés ont accepté par écrit par lettre d'acceptation leur mandat et assument l'obligation de fidélité et de bien s'acquitter de leur fonction.

En conséquence de la septième et de la huitième résolution, le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- M. Bruce McDonald, gérant de catégorie A;
- M. Jerome D. Okarma, gérant de catégorie A;
- M. Hugo Froment, gérant de catégorie B; et
- M. David Catala, gérant de catégorie B.

Conformément à l'article 12, la Société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralités de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

#### *Neuvième résolution:*

Il est décidé de transférer le siège social de la Société du 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, au 26 rue de Hespérange, L-1731 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet à compter de la date des présentes.

#### *Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ mille cinq cents euros (€ 1.500,-).

Aucun autre point n'ayant à être traité, l'assemblée a été ajournée.

A la suite de quoi le présent acte a été rédigé à Esch-sur-Alzette, au jour en tête du présent document.

Le document ayant été lu au mandataire, ce dernier a signé avec nous notaire le présent acte.



Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais constate par le présent acte qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 janvier 2011. Relation: EAC/2011/1315. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2011038532/727.

(110042980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2011.

**Geovera Luxembourg I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 159.701.

—  
STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the seventeenth day of the month of March.

Before Us Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

"GEOVERA INSURANCE HOLDINGS LTD" (formerly GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II, LTD.), a company limited by shares, incorporated and existing under the laws of the Bermuda, registered with the Bermuda Registrar of Companies, having its registered office at Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Bermuda,

here represented by Mr Brendan D. KLAPP, employee, with professional address in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg,

by virtue of a proxy, given in California (USA), on 17 March 2011.

Said proxy, signed "ne varietur" by the proxy holder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, acting in his hereabove stated capacities, has required the officiating notary to enact the deed of incorporation of a private limited company (société à responsabilité limitée) which he declares organized and the articles of incorporation of which shall be as follows:

**A. Purpose - Duration - Name - Registered Office**

**Art. 1.** There is hereby established by the current owner of the shares created hereafter and among all those who may become partners in future, a private limited company (société à responsabilité limitée) (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended, as well as by the present articles of incorporation.

**Art. 2.** The purpose of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and foreign companies and any other form of investment, the acquisition by purchase, subscription or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of securities of any kind and the administration, control and development of its portfolio.

The Company may further guarantee, grant security in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company.

The Company may carry out any commercial, industrial, financial or intellectual property activities which it may deem useful in accomplishment of these purposes.

**Art. 3.** The Company is incorporated for an unlimited period.

**Art. 4.** The Company will assume the name of "GEOVERA LUXEMBOURG I S.à r.l.".

**Art. 5.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-city, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the manager or, in case of several managers, by the board of managers.

In the event that the board of managers determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily

transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

### B. Share Capital - Shares

**Art. 6.** The Company's share capital is set at twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-) represented by twenty thousand (20,000) shares with a par value of one US Dollar (USD 1.-) each (the "Shares").

Each share is entitled to one vote at ordinary and extraordinary general meetings.

**Art. 7.** The share capital may be modified at any time by approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

Any convertible instruments issued by the Company which refer, in their terms and conditions, to the shares of the Company, shall be subscribed by the shareholder(s) of the Company holding such shares. In the event shares of a Company's shareholder are cancelled further to a share capital decrease, such shareholder is obliged to surrender a same proportion of the concerned convertible instruments held by him, if any, to the Company and this latter is obliged to redeem the said convertible instruments, if any, in accordance with the terms and conditions of the concerned convertible instruments.

**Art. 8.** The Company will recognize only one holder per share. The joint co-owners shall appoint a single representative who shall represent them towards the Company.

**Art. 9.** The Company's shares are freely transferable among partners. Any inter vivos transfer to a new partner is subject to the approval of such transfer given by the other partners, at a majority of three quarters of the share capital.

In the event of death, the shares of the deceased partner may only be transferred to new partners subject to the approval of such transfer given by the other partners in a general meeting, at a majority of three quarters of the share capital. Such approval is, however, not required in case the shares are transferred either to parents, descendants or the surviving spouse.

**Art. 10.** The death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of one of the partners will not cause the dissolution of the Company.

### C. Management

**Art. 11.** The Company is managed by a board of managers composed of A managers (the "A Managers") and one or more B managers (the "B Managers"), who need not be partners. The A Managers and the B Managers are collectively referred to as the "managers".

The managers shall be elected by the partners at the general meeting of partners which shall determine their remuneration and term of office. The managers are elected by a simple majority vote of the shares present or represented.

Any manager may be removed with or without cause by the general meeting of partners.

In the event of a vacancy in the office of a manager following death, resignation, retirement or otherwise, the remaining managers may temporarily appoint a manager.

In dealing with third parties, the board of managers has extensive powers to act in the name of the Company in all circumstances and to authorise all acts and operations consistent with the Company's purpose.

The Company will be bound in all circumstances by the joint signature of one A Manager together with one B Manager.

**Art. 12.** The Company is managed by a board of managers which shall choose from among the A Managers a chairman, and may choose from among its members a vice-chairman. It may also choose a secretary, who need not be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers.

The board of managers shall meet upon call by the chairman, or two managers, at the place indicated in the notice of meeting. The meetings of the board of managers shall be held at the registered office of the Company unless otherwise indicated in the notice of meeting. The chairman shall preside over all meetings of the board of managers, but in his absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore by vote of the majority present at any such meeting.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers at least twenty-four (24) hours in advance of the date foreseen for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be waived by consent in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. A separate notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

No notice shall be required in case all the members of the board of managers are present or represented at a meeting of such board of managers or in the case of resolutions in writing approved and signed by all the members of the board of managers.



Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing or by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication another manager as his proxy. A manager may represent more than one of his colleagues.

Any manager may participate in any meeting of the board of managers by conference-call, videoconference or by other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

The board of managers can deliberate or act validly only if at least one A manager and one B manager are present or represented at a meeting of the board of managers. Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting, including at least a vote of one A manager and one B manager.

The managers may, unanimously, pass resolutions by circular means when expressing their approval in writing, by cable, telegram, telex or facsimile, e-mail or any other similar means of communication. The entirety will form the minutes giving evidence of the resolution.

**Art. 13.** The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by the chairman or, in his absence, by the vice-chairman, or by any A Manager together with one B Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any A Manager together with one B Manager or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

**Art. 14.** The death or resignation of a manager, for any reason whatsoever, shall not cause the dissolution of the Company.

**Art. 15.** The managers do not assume, by reason of their position, any personal liability in relation to commitments regularly made by them in the name of the Company. They are authorised agents only and are therefore merely responsible for the execution of their mandate.

**Art. 16.** The board of managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the manager or the board of managers showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last fiscal year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law or by these articles of incorporation.

#### **D. Decisions of the Sole Partner - Collective decisions of the Partners**

**Art. 17.** Each partner may participate in collective decisions irrespective of the number of shares which he owns. Each partner is entitled to as many votes as he holds or represents shares.

**Art. 18.** Save a higher majority as provided herein, collective decisions are only validly taken in so far as they are adopted by partners owning more than half of the share capital.

The partners may not change the nationality of the Company otherwise than by unanimous consent. Any other amendment of the articles of incorporation requires the approval of a majority of partners representing three quarters of the share capital at least.

**Art. 19.** In the case of a sole partner, such partner exercises the powers granted to the general meeting of partners under the provisions of section XII of the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

#### **E. Financial Year - Annual Accounts - Distribution of Profits**

**Art. 20.** The Company's year commences on January 1<sup>st</sup> and ends on December 31<sup>st</sup> of the same year.

**Art. 21.** Each year on December 31, the accounts are closed and the manager(s) prepare(s) an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities. Each partner may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

**Art. 22.** Five per cent (5%) of the net profit is set aside for the establishment of a statutory reserve, until such reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital. The balance may be freely used by the partners.

#### **F. Dissolution - Liquidation**

**Art. 23.** In the event of a dissolution of the Company, the Company shall be liquidated by one or more liquidators, who need not be partners, and which are appointed by the general meeting of partners which will determine their powers and fees. Unless otherwise provided, the liquidators shall have the most extensive powers for the realisation of the assets and payment of the liabilities of the Company.

The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the partners in proportion to the shares of the Company held by them.

**Art. 24.** All matters not governed by these articles of incorporation shall be determined in accordance with the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended.

### *Subscription and Payment*

The twenty thousand (20,000) shares have been subscribed by "GEOVERA INSURANCE HOLDINGS LTD", pre-named, acting in its capacity as sole partner.

All the shares so subscribed are fully paid up in cash so that the amount of twenty thousand US Dollars (USD 20,000.-), is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

### *Transitional dispositions*

The first financial year shall begin on the date of the formation of the Company and shall terminate on 31 December 2011.

### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of its incorporation are estimated at approximately thousand euro.

### *Resolutions of the Sole Partner*

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering himself as fully convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company shall be at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

2. The following persons are appointed managers of the Company for an indefinite period:

- Mr Blake KLEINMAN, investment manager, born on 25 August 1976 in Cleveland, Ohio, U.S.A., with professional address at 15-16 Buckingham Street, London WC2N 6DU, GB, as Class A Manager;

- Mr Rajat DUGGAL, investment manager, born on 24 June 1969 in Lansing, Michigan, U.S.A., with professional address at One Maritime Plaza, 10<sup>th</sup> Floor, San Francisco CA 94111, U.S.A., as Class A Manager; and

- Mr Harald CHARBON, manager, born on 11 July 1969 in Verviers, Belgium, with professional address at 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as Class B Manager.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Belvaux, Grand Duchy of Luxembourg, in the offices of the undersigned notary, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxy holder of the appearing party, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said proxy holder signed together with Us the notary the present deed.

### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille onze, le dix-sept mars.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

"GEOVERA INSURANCE HOLDINGS LTD" (anciennement, GEOVERA (BERMUDA) HOLDINGS II, LTD., a company limited by shares, constitué et existant selon les lois des Iles Bermudes, enregistré auprès du Registrar of Companies, ayant son siège social à Canon's Court, 22 Victoria Street, Hamilton HM 12, Iles Bermudes,

ici représentée par Monsieur Brendan D. KLAPP, employé privé, avec adresse professionnelle à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée en Californie (USA), le 17 mars 2011.

La procuration signée "ne varietur" par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

### **A. Objet - Durée - Dénomination - Siège**

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes par le propriétaire actuel des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir par la suite, une société à responsabilité limitée (ci-après la "Société") qui sera régie par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, ainsi que par les présents statuts.

**Art. 2.** La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placements, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière ainsi que l'aliénation par la vente, échange ou toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces et la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société.

La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle, financière ou de propriété intellectuelle estimées utiles pour l'accomplissement de ces objets.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société prend la dénomination de "GEOVERA LUXEMBOURG I S.à r.l."

**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.

Il peut être créé, par simple décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par le conseil de gérance, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Au cas où le conseil de gérance estimerait que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou de ce siège avec l'étranger, se présentent ou paraissent imminents, il pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire, restera une société luxembourgeoise.

## B. Capital social - Parts sociales

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-) représenté par vingt mille (20.000) parts sociales, d'une valeur d'un Dollar américain (USD 1,-) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

**Art. 7.** Le capital social pourra, à tout moment, être modifié moyennant accord de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

Tout instrument convertible pouvant être émis par la Société faisant référence dans ces termes aux parts sociales de la Société, pourra être souscrit par le(s) associé(s) de la Société détenant de telles parts sociales. Dans le cas où les parts sociales de(s) associé(s) de la Société sont annulées suite à une réduction de capital, un tel associé est obligé de remettre une même quantité d'instruments convertibles détenu par lui, si tel est le cas, à la Société et cette dernière est obligée alors de racheter ces instruments convertibles conformément aux dispositions du contrat y relatif.

**Art. 8.** Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles. Les copropriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par une seule et même personne.

**Art. 9.** Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné en assemblée générale, des associés représentant les trois quarts des parts appartenant aux associés survivants. Dans ce dernier cas cependant, le consentement n'est pas requis lorsque les parts sont transmises, soit à des ascendants ou descendants, soit au conjoint survivant.

**Art. 10.** Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne met pas fin à la Société.

## C. Gérance

**Art. 11.** La Société est gérée par un conseil de gérance composé de gérants A (les "Gérants A") et d'un ou plusieurs gérants B (les "Gérants B"), qui n'ont pas besoin d'être associés. Les Gérants A et les Gérants B sont collectivement référencés comme étant les "gérants".

Les gérants seront élus par les associés à l'assemblée générale des associés qui fixera leur rémunération et le terme de leur mandat. Les gérants sont élus par un vote à la majorité simple des parts sociales présentes ou représentées.

Tout gérant peut être révoqué avec ou sans motif par l'assemblée générale des associés.

En cas de vacance d'un poste de gérant suite à un décès, une démission, un départ à la retraite ou autrement, les gérants restants peuvent provisoirement nommer un gérant.

Vis-à-vis des tiers, le conseil de gérance a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour faire autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.

La Société est engagée en toutes circonstances, par la signature conjointe d'un Gérant A avec un Gérant B.

**Art. 12.** La Société est gérée par un conseil de gérance qui choisira parmi les Gérants A un président et pourra choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire, qui n'a pas besoin d'être gérant, et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira sur convocation du président ou de deux gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Les réunions du conseil de gérance se tiendront au siège social de la Société à moins que l'avis de convocation n'en dispose autrement. Le président présidera toutes les réunions du conseil de gérance; en son absence le conseil de gérance pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette réunion un autre gérant pour assumer la présidence pro tempore de ces réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil de gérance sera donné à tous les gérants au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque gérant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, courriel ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Aucun avis de convocation n'est requis lorsque tous les gérants sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance ou lorsque des résolutions écrites sont approuvées et signées par tous les membres du conseil de gérance.

Tout gérant pourra se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopie, courriel ou tout autre moyen de communication similaire un autre gérant comme son mandataire. Un gérant peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout gérant peut participer à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, par vidéoconférence ou par d'autres moyens de communication similaires où toutes les personnes prenant part à cette réunion peuvent s'entendre les unes les autres. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer ou agir valablement que si au moins un gérant A et un gérant B sont présents ou représentés à la réunion du conseil de gérance. Les décisions sont prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion, incluant le vote d'au moins un gérant A et d'un gérant B.

Les gérants pourront, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant leur approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits ou par câble, télégramme, télex, télécopieur, e-mail ou tout autre moyen de communication similaire, le tout constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

**Art. 13.** Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil de gérance seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par l'un des Gérants A avec un Gérant B. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par l'un des Gérants A avec un Gérant B ou par toute personne dûment mandatée à cet effet par le conseil de gérance.

**Art. 14.** Le décès d'un gérant ou sa démission, pour quelque motif que ce soit, n'entraîne pas la dissolution de la Société.

**Art. 15.** Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 16.** Le conseil de gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le gérant ou le conseil de gérance, duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale ou statutaire.

#### **D. Décisions de l'Associé unique - Décisions collectives des Associés**

**Art. 17.** Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente.

**Art. 18.** Sous réserve d'un quorum plus important prévu par les statuts, les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société. Toutes autres modifications des statuts sont décidées à la majorité des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

**Art. 19.** Dans le cas d'un associé unique, celui-ci exercera les pouvoirs dévolus à l'assemblée des associés par les dispositions de la section XII de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

#### **E. Année sociale - Bilan - Répartition**

**Art. 20.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

**Art. 21.** Chaque année, au 31 décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérant(s) dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société. Tout associé peut prendre communication au siège social de l'inventaire et du bilan.

**Art. 22.** Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social. Le solde est à la libre disposition de l'assemblée générale.

## F. Dissolution - Liquidation

**Art. 23.** En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateur(s), associé(s) ou non, nommé(s) par l'assemblée des associés qui fixera leurs pouvoirs et leurs émoluments. Sauf décision contraire le ou les liquidateur(s) auront les pouvoirs les plus étendus pour la réalisation de l'actif et le paiement du passif.

L'actif, après déduction du passif, sera partagé entre les associés en proportion des parts sociales détenues dans la Société.

**Art. 24.** Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée.

### *Souscription et Libération*

"GEOVERA INSURANCE HOLDINGS LTD", prénommée, agissant en sa qualité d'associé unique, a souscrit l'ensemble des vingt mille (20.000) parts sociales.

Toutes les parts souscrites ont été entièrement payées en numéraire de sorte que la somme de vingt mille Dollars américains (USD 20.000,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

### *Dispositions transitoires*

Le premier exercice social commence à la date de la constitution de la Société et finira le 31 décembre 2011.

### *Frais*

Le montant des frais et dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombe à la Société ou qui est mis à charge à raison de sa constitution est évalué environ à mille euros.

### *Résolutions de l'Associé unique*

Et aussitôt l'unique associé, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqué a pris les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la Société est établi au 412F, route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;
2. Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

- Monsieur Blake KLEINMAN, investment manager, né le 25 août 1976 à Cleveland, Ohio, U.S.A., ayant comme adresse professionnelle 1516 Buckingham Street, London WC2N 6DU, GB, en qualité de Gérant A; et

- Monsieur Rajat DUGGAL, investment manager, né le 24 juin 1969 à Lansing, Michigan, U.S.A., avec adresse professionnelle à One Maritime Plaza, 10<sup>th</sup> Floor, San Francisco CA 94111, U.S.A, en qualité de Gérant A;

- Monsieur Harald CHARBON, gérant, né le 11 juillet 1969, à Verviers (Belgique), ayant comme adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-1030 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en qualité de Gérant B.

DONT ACTE, passé à Belvaux, Grand-Duché de Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, les jour, mois et an figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du mandataire de la partie comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même mandataire et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte anglais fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la patrie comparante, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé le présent acte avec Nous le notaire.

Signé: B. D. KLAPP, J.-J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 21 mars 2011. Relation: EAC/2011/3750. Reçu soixante-quinze Euros (75,- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011041966/353.

(110047100) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2011.

**Bien S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 43.591.

—  
**EXTRAIT**

La Société prend acte que le siège social de Réviconsult S.à r.l., commissaire de la Société, a été transféré du 16, rue Jean l'Aveugle L-1148 Luxembourg au 12, rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg, et ce avec effet au 25 février 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 31 mars 2011.

Référence de publication: 2011044569/14.

(110051229) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

---

**Conforama Luxembourg, Société Anonyme.**

Siège social: L-8010 Strassen, 296, route d'Arlon.  
R.C.S. Luxembourg B 48.369.

—  
*Extraits des Résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Ordinaire  
tenue à L-8010 Strassen, 296, route d'Arlon en date du 28 janvier 2011*

Il résulte du procès-verbal que le mandat du réviseur d'entreprises, KPMG AUDIT s.à.r.l., établi et ayant son siège social à L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer, est reconduit pour une durée d'une année, soit jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

Luxembourg, le 17 mars 2011.

*Pour la Société*

Référence de publication: 2011044609/14.

(110050829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

---

**Andalos S.A. - SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.  
R.C.S. Luxembourg B 40.950.

—  
L'an deux mille onze, le vingt-huit mars.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire, résidant à Sanem (Luxembourg).

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «ANDALOS S.A. -SPF», ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg, section B sous le numéro 40950, constituée suivant acte notarié en date du 21 juillet 1992, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 539 du 23 novembre 1992. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 10 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 371 du 24 février 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Virginie MICHELS, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Madame Audrey PERROUX, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Nathalie GAUTIER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentant.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour



*Ordre du jour:*

- 1.- Mise en liquidation de la société.
- 2.- Nomination d'un Liquidateur et fixation de ses pouvoirs.
- 3.- Décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes.
- 4.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide la dissolution anticipée de la Société et prononce sa mise en liquidation à compter de ce jour.

*Deuxième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide de nommer comme liquidateur:

«RSM Henri Grisius & Associés», une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 6, rue Adolphe, L-1116 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 85.099.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148 bis de la loi coordonnée sur les Sociétés Commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans devoir recourir à l'autorisation de l'Assemblée Générale dans les cas où elle est requise.

Il peut dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; renoncer à tous droits réels, privilégiés, hypothèques, actions résolutoires, donner mainlevée, avec ou sans paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

*Troisième résolution*

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires décide d'accorder pleine et entière décharge aux Administrateurs et au Commissaire aux Comptes de ladite société actuellement en fonction pour l'accomplissement de leurs mandats respectifs jusqu'à ce jour.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, au siège social de la Société, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: V. MICHELS, A. PERROUX, N. GAUTIER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 29 mars 2011. Relation: EAC/2011/4188. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2011044549/69.

(110050761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

**F&S Investholding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.**

Siège social: L-1660 Luxembourg, 60, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 53.128.

—  
EXTRAIT

La soussignée atteste par la présente que suivant la (les) décision(s) de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 mars 2011 à 15.00 h

le Conseil d'administration se compose comme suit:

- est nommé administrateur et administrateur-délégué Jan Herman van Leuvenheim, né le 05 mars 1937 à Alkmaar, Pays-Bas et demeurant professionnellement à 60 Grand-Rue, Niveau 2, L-1660 Luxembourg, Luxembourg ,
- à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013;



- est nommé administrateur SELINE FINANCE Ltd, No. 03227310 Companies House Cardiff, Royaume-Uni, ayant son siège social à Tooley Street 122-126, SE1 2TU Londres, Royaume-Uni,

à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013;

- est nommé administrateur SELINE MANAGEMENT Ltd, No. 03240996 Companies House Cardiff, Royaume-Uni, ayant son siège social à Tooley Street 122-126, SE1 2TU Londres, Royaume-Uni,

à effet rétroactif du 1<sup>er</sup> mars 2011 et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra en 2013.

Le 30 mars 2011.

F&S INVESTHOLDING SA

J. H. VAN LEUVENHEIM

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011044629/24.

(110051250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

---

**McGraw-Hill European Holdings (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 1.337.706,00.**

Siège social: L-1746 Luxembourg, 2, rue Joseph Hackin.

R.C.S. Luxembourg B 150.542.

La société McGraw-Hill European Holdings (Luxembourg) S.à r.l., voit son siège transféré du

46A, Avenue J.F. Kennedy

1855 Luxembourg

au Luxembourg,

au

2, rue Josepp Hackin,

1746 Luxembourg,

au Luxembourg, à partir du 22 mars 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

McGraw-Hill European Holdings (Luxembourg) S.à r.l.)

Jacob Mudde

Gérant B

Référence de publication: 2011046368/21.

(110050988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 31 mars 2011.

---

**Echt S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2430 Luxembourg, 17, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 101.821.

*Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 20 décembre 2010*

L'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

- Les mandats des administrateurs Sean O'Brien et Murette O'Rourke sont prorogés avec effet immédiat jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

- La nomination comme administrateur de madame Shaunette O'Brien avec adresse, 37 rue du X Octobre à L-7243 Bereldange. Le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'année 2016.

- L'acceptation de la démission de l'administrateur Willy Amper avec effet immédiat.

- Le mandat du commissaire aux comptes Cyberia Limited est prorogé jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 avril 2011.

Echt S.A.

Un mandataire

Référence de publication: 2011056746/20.

(110064050) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 avril 2011.

---